Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 107° — Numero 191

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Martedì, 2 agosto 1966** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA — UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI — TELEFONO 650-139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO — LIBRERIA DELLO STATO — PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10, ROMA — CENTRALINO 8508

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI

Annuo L. 17.030 - Semestrale L. 9.020 - Trimestrale L. 5.010 - Un fascicolo L. 75 - Fascicoli annate arretrate: il doppio

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)

Annuo L. 13.530 - Semestrale L. 7.520 - Trimestrale L. 4.010 - Un fascicolo L. 65 - Fascicoli annate arretrate: il doppio

I PREZZI sono comprensivi d'imposta di bollo — Per l'ESTERO i prezzi sono il doppio di quelli indicati per l'interno
I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/40500 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le agenzie della Libreria dello Stato: ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero del Tesoro) e via del Tritone, 61/A; MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3; NAPOLI, via Chiaia, 5; FIRENZE, via Cavour, 46/r e presso le Librerie depositarie nei Capoluoghi di provincia. Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico dello Stato - Libreria dello Stato - Piazza Verdi, 10, Roma, versando l'importo maggiorato delle spese di spedizione a mezzo del c/c postale 1/2640. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte II, si ricevono in Roma (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero del Tesoro. Le agenzie di Milano, Napoli e Firenze possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 1° luglio 1966, n. 597.

Ratifica ed esecuzione dell'Accordo tra l'Italia e la Francia per il regolamento di alcuni titoli di prestiti italiani, concluso a Parigi il 2 giugno 1964.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'Accordo tra l'Italia e la Francia per il regolamento di alcuni titoli di prestiti italiani, concluso a Parigi il 2 giugno 1964.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità dell'articolo 9 dell'Accordo stesso.

Art. 3.

All'onere derivante dall'applicazione della presente legge, valutato in lire 895 milioni, si provvede con una corrispondente riduzione del fondo occorrente per il finanziamento degli oneri dipendenti da provvedimenti

legislativi in corso, iscritto nello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'anno finanziario 1966.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 1° luglio 1966

SARAGAT

MORO — FANFANI — COLOMBO

Visto, *il Guardasigilli*: REALE

Accord
sur le règlement de certains titres d'emprunts italiens

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ITALIENNE
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE

désireux de parvenir, dans l'esprit défini par le Procès-verbal de la Conférence tenue à Rome les 11 et 12 janvier 1955, à un règlement de certains emprunts italiens dont les titres appartiennent à des personnes physiques ou morales francaises, ont désigné pour leurs Plénipotentiaires:

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ITALIENNE:

Son Excellence M. Manlio BROSIO, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire;

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE:

Son Excellence M. Eric de CARBONNEL, Ambassadeur, Secrétaire général du Ministère des affaires étrangères, lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1er

Le Gouvernement italien verse au Gouvernement français une somme de sept millions de francs au crédit d'un compte spécial ouvert sur les livres de la Banque de France, en vue du règlement global et forfaitaire dans les conditions fixées au présent Accord de toutes les sommes dues pour quelque cause que ce soit au titre des emprunts suivants:

1) Obligations 3 % 1856 de la Société Générale des Chemins de Fer Romains.

2) Obligations 3 % 1863 de la Compagnie des Chemins de Fer Victor Emmanuel.

3) Obligations 3 % 1860-1862-1864 de la Société Anonyme des Chemins de Fer Livournais.

4) Emprunt Pontifical 5 % 1866 (Emprunt Blount).

5) Obligations 5 % 1881 de la Ville de Naples.

6) Obligations 3 % 1888 des Chemins de Fer Italiens (Réseau Adriatique-Méditerranée-Sicile).

7) Rente italienne 3 % 1861.

8) Rentes italiennes 3-12 % 1902 et 1906.

Article 2

Peuvent bénéficier du présent Accord les personnes physiques ou morales françaises:

Soit, dont les titres ont été déclarés lors du recensement effectué par l'Association nationale des porteurs français de valeurs mobilières au mois de juin 1953 ou qui présentent les titres remis à la suite d'échange ou de remplacement des titres précédemment déclarés.

Soit, en ce qui concerne les emprunts n'ayant pas fait l'objet du recensement, qui sont en mesure de justifier que leurs titres étaient déposés en France, à la date du recensement, auprès d'une banque, d'un intermédiaire officiel ou d'un officier ministériel.

Soit, qui sont en mesure de justifier de l'acquisition de ces titres sur un marché officiel de Bourse en France, avant la date de la suspension de leur cotation en Bourse.

Soit, qui peuvent justifier avoir acquis leurs titres en France par voie successorale et, dans ce cas, quelle que soit la date d'acquisition.

Article 3

Les titres visés à l'article 1 doivent être déposés auprès de la Banque de France, au plus tard dans un délai de six mois à compter de la date d'entree en vigueur du présent Accord. Ce délai est un délai de rigueur. Cet établissement est également chargé d'effectuer les opérations d'estampillage et de remboursement de ces mêmes titres.

Article 4

Après avoir vérifié que les titres déposés remplissent les conditions fixées à l'article 2 ci-dessus remplissent les conditions fixées à l'article 2 ci-dessus et opéré, à l'expiration du délai de six mois prévu à l'article 3 ci-dessus, le décompte des titres retenus, la Banque de France fait connaître au Ministre des finances, dans la limite et les conditions stipulées à l'article 5 ci-dessous, le montant susceptible de revenir à chacun des titres. Le Ministre des finances fixe par arrêté ce montant, déduction faite d'un pourcentage destiné à couvrir les frais occasionnés par les opérations de remboursement.

Les opérations de remboursement doivent être terminées dans un délai de quatre mois à compter de la date de la publication de cet arrêté.

Article 5

Les titres énumérés à l'article 1 ci-dessus sont remboursés dans les conditions suivantes:

Obligations 3 % 1856 *de la Société Générale des Chemins de Fer Romains*:

une somme de 2.300 francs est affectée aux porteurs des titres de cette catégorie, la valeur de remboursement ne pouvant excéder 5 francs au maximum par obligation de 500 lires de valeur nominale.

Obligations 3 % 1863 *de la Compagnie des Chemins de Fer Victor Emmanuel*:

une somme de 39.000 francs est affectée aux porteurs des titres de cette catégorie, la valeur de remboursement ne pouvant excéder 5 francs au maximum par obligation de 500 lires de valeur nominale.

Emprunt Pontifical 5 % 1866 (*Emprunt Blount*):

une somme de 1.600 francs est affectée aux porteurs des titres de cette catégorie, la valeur de remboursement ne pouvant excéder 5 francs au maximum par obligation de 500 lires de valeur nominale.

Obligations 3 % 1862-1864-1866 *de la Société Anonyme des Chemins de Fer Livournais*:

une somme de 55.000 francs est effectée aux porteurs des titres de cette catégorie, la valeur de remboursement ne pouvant excéder 60 francs au maximum par obligation de 500 lires de valeur nominale.

Obligations 5 % 1881 *de la Ville de Naples*:

une somme de 65.230 francs est affectée aux porteurs des titres de cette catégorie, la valeur de remboursement ne pouvant excéder 10 francs au maximum par obligation de 100 lires de valeur nominale.

Obligations 3 % 1888 *des Chemins de Fer Italiens* (*Réseau Adriatique-Méditerranée-Sicile*):

une somme de 3.251.400 francs est affectée aux porteurs des titres de cette catégorie, la valeur de remboursement ne pouvant excéder 60 francs au maximum par obligation de 500 lires de valeur nominale.

Rentes italiennes 3 ½ % 1902 *et* 1906 *et Rente italienne* 3 % 1861:

une somme de 3.585.470 francs est effectée aux porteurs des titres de cette catégorie, la valeur de remboursement ne pouvant excéder:

pour la Rente italienne 3 % 1861, un montant de 1 franc au maximum par obligation de trois lires de rente;

pour les Rentes 3 ½ % 1902 et 1906, un montant de 11 francs au maximum par obligation de trois lires et demie de rente.

Article 6

Au cas où les titres visés à l'article 1 ayant été remboursés selon les conditions fixées à l'article 5, un solde apparaîtrait dans le compte spécial visé à l'article 1, ce solde doit être reversé par le Gouvernement francais au Gouvernement italien dans le mois qui suit la cloture des opérations de remboursement et selon les conditions fixées entre les deux Gouvernements.

Article 7

Dans les deux mois qui suivent la clôture des opérations prévues aux articles précédents, les titres remboursés sont remis par la Banque de France à la Direction générale de la dette publique du Ministère italien du trésor qui doit en donner décharge.

Article 8

Le Gouvernement français, en son nom et en celui des personnes physiques et morales francaises, porteurs des titres des emprunts mentionnés à l'article 1, renonce à toute réclamation à l'encontre du Gouvernement italien à raison du règlement tant en capital qu'en intérêts desdits emprunts.

Toutefois, les personnes physiques et morales françaises, qui n'auront pas bénéficié, pour quelque cause que ce soit, du présent Accord, conservent leur droit à obtenir du Gouvernement italien le remboursement à leur valeur nominale en lires italiennes des titres mentionnés à l'article 1.

Article 9

Le présent Accord entre en vigueur à la date de l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Paris.

FAIT à Paris, en double exemplaire en langue francaise, le 2 juin 1964.

Pour le Président de la République Italienne
MANLIO BROSIO

Pour le Président de la République Francaisé
ERIC DE CARBONNEL

Visto d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
FANFANI

DECRETO MINISTERIALE 4 giugno 1966.
Nomina dei componenti la Deputazione della Borsa merci di Genova per l'anno 1966.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visti la legge 20 marzo 1913, n. 272, relativa all'ordinamento delle Borse di commercio e l'annesso regolamento approvato con regio decreto 4 agosto 1913, numero 1068;

Vista la legge 30 maggio 1950, n. 374, sul ripristino delle Borse merci;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 16 luglio 1951, col quale è stata ricostituita la Borsa merci di Genova;

Visto il regolamento generale della Borsa merci di Genova approvato con decreto ministeriale 22 ottobre 1954;

Viste le proposte della Camera di commercio, industria e agricoltura di Genova;

Decreta:

La Deputazione della Borsa merci di Genova per l'anno 1966 è composta come appresso:

Membri effettivi:

Molinari comm. dott. Rino, Delle Piane cav. Giuseppe, Badino cav. uff. G. B. Mario, Gasparini comm. dott. Mario e Cambiaso dott. Giuseppe.

Membri supplenti:

Anfossi dott. Carlo, Tuo dott. Tullio Piero e Silva dott. Alfonso.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 4 giugno 1966

Il Ministro: ANDREOTTI

(6156)

DECRETO MINISTERIALE 17 giugno 1966.

Modifica della denominazione dell'Ufficio demanio e concessioni governative di Siracusa in « Ufficio del registro demanio ».

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Vista la tabella della circoscrizione degli Uffici del registro approvata con decreto ministeriale 19 novembre 1927, registrato alla Corte dei conti il 6 dicembre 1927, registro n. 14, foglio n. 373, e successive modificazioni;

Visto il decreto ministeriale 21 agosto 1961, registrato alla Corte dei conti il 21 ottobre 1961, registro n. 43, foglio n. 94, in virtù del quale l'Ufficio demanio e concessioni governative di Siracusa non è più competente a riscuotere le tasse sulle concessioni governative corrisposte a mezzo del servizio dei conti correnti postali;

Riconosciuta, pertanto, la necessità di modificare la denominazione del predetto Ufficio del registro;

Visto l'art. 3 del regio decreto 15 ottobre 1925, numero 2215, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 7 gennaio 1926, n. 4;

Decreta:

L'Ufficio demanio e concessioni governative di Siracusa assume la denominazione di « Ufficio del registro demanio ».

Tale variazione avrà effetto dal 1° settembre 1966.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 17 giugno 1966

Il Ministro: PRETI

Registrato alla Corte dei conti, addì 7 luglio 1966
Registro n. 25 Finanze, foglio n. 34

(5942)

DECRETO MINISTERIALE 9 luglio 1966.

Dichiarazione di pubblica utilità, urgenza ed indifferibilità dei lavori relativi agli impianti necessari per la realizzazione del potenziamento dell'attuale rete telefonica nazionale mediante la posa di nuovi cavi coassiali e la costruzione di centraline ausiliarie di amplificazione lungo le direttrici Trento-Bolzano e Bolzano-Brennero.

IL MINISTRO
PER LE POSTE E LE TELECOMUNICAZIONI

Vista la legge 26 giugno 1865, n. 2359, sull'espropriazione per causa di pubblica utilità, modificata con la legge 18 dicembre 1879, n. 5188, e regio decreto 8 febbraio 1923, n. 422, recante norme sull'esecuzione delle opere pubbliche e successive modificazioni;

Visto il regio decreto-legge 14 giugno 1925, n. 884, convertito nella legge 18 marzo 1926, n. 562, e successive modificazioni;

Visto l'art. 180 del Codice postale e delle telecomunicazioni approvato con regio decreto 27 febbraio 1936, n. 645;

Considerato che nel programma di potenziamento della rete telefonica nazionale è prevista la posa di nuovi cavi coassiali per collegare numerosi centri urbani con la conseguente costruzione di centraline ausiliarie di amplificazione interessanti la direttrice Trento-Bolzano-Mezzaselva-Brennero;

Visto il parere del Consiglio superiore tecnico delle telecomunicazioni n. 251 in data 29 luglio 1965;

Vista la relazione tecnica della Direzione centrale impianti reparto 2° relativa al programma suddetto;

Ritenuta la necessità e l'urgenza, in rapporto alla realizzazione degli impianti di telecomunicazioni previsti nel piano quinquennale per lo sviluppo e potenziamento della R.T.N. (E.67) di cui alla legge 26 luglio 1961, numero 718, di dichiarare di pubblica utilità le opere sopradescritte onde assicurare il rispetto delle scadenze prestabilite nel piano citato e superare con l'esperimento delle procedure di espropriazione difficoltà di vario ordine con le Ditte proprietarie dei suoli interessati;

Sentito il parere del Consiglio d'amministrazione delle poste e telecomunicazioni;

Decreta:

Art. 1.

Sono dichiarati di pubblica utilità, urgenti ed indifferibili i lavori relativi agli impianti necessari per la realizzazione del potenziamento dell'attuale rete telefonica nazionale mediante la posa di nuovi cavi coassiali e la costruzione di centraline ausiliarie di amplificazione lungo le direttrici:

Cavo Trento-Bolzano interessante i comuni di: Trento, Lavis, San Michele all'Adige, Faedo;

Cavo Bolzano-Brennero interessante i comuni di: Salorno, Egna, Montagna, Ora, Bronzolo, Laives, Bolzano, Cornedo all'Isarco, Renon, Fiè, Castelrotto, Ponte Gardena, Barbiano, Villandro, Chiusa, Velturno Bressanone, Varna, Fortezza, Campo di Trens, Vipiteno, Brennero (sede comunale Colle Isarco).

Art. 2.

L'Azienda di Stato per i Servizi telefonici è autorizzata a procedere ad occupazione d'urgenza, espropriazioni per causa di pubblica utilità, a costituire servitù e ad imporre limitazioni alle proprietà interessate, che si rendessero comunque necessarie anche durante la esecuzione del lavori.

A mente dell'art. 13 della legge 25 giugno 1865, n. 2359, le espropriazioni ed i lavori dovranno incominciarsi a partire dalla pubblicazione del presente decreto e compiersi entro il 31 dicembre 1970.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 9 luglio 1966

Il Ministro: SPAGNOLLI

(6076)

DECRETO MINISTERIALE 13 luglio 1966.

Gradazioni normali dei vini prodotti nella campagna 1965.

IL MINISTRO
PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto l'art. 5 del decreto-legge 11 ottobre 1949, n. 707, convertito nella legge 6 dicembre 1949, n. 870, che modifica il terzo comma dell'art. 4 dell'allegato *A*) del decreto legislativo luogotenenziale 26 aprile 1945, n. 223;

Decreta:

Le gradazioni normali dei vini prodotti nella campagna 1965 nelle qui appresso indicate zone vinicole, ai fini della applicazione del citato art. 5 del decreto-legge 11 ottobre 1949, n. 707, convertito nella legge 6 dicembre 1949, n. 870, vengono stabilite come segue:

Piemonte:
Novara: 8,5°;
Vercelli: 9°;
Torino: 9,5°;
Cuneo: 11°;
Alessandria, Asti: 11,5°.

Valle d'Aosta:
Aosta: 11°.

Lombardia:
Como, Bergamo: 9°;
Cremona: 9,5°;
Mantova, Varese, Milano, Brescia: 10°;
Pavia: 10,5°;
Sondrio: 11°.

Trentino-Alto Adige:
Trento: 10,5°;
Bolzano: 11,5°.

Veneto:
Belluno: 8°;
Rovigo: 9°;
Padova, Venezia: 9,5°;
Vicenza, Treviso: 10°;
Verona: 11°.

Friuli Venezia Giulia:
Udine: 10°;
Gorizia: 10,5°;
Trieste: 11°.

Liguria:
La Spezia: 9,5°;
Genova: 10°;
Imperia, Savona: 10,5°.

Emilia:
Parma: 8,5°;
Ferrara: 9°;
Modena, Ravenna: 9,5°;
Reggio Emilia: 10°;
Forlì, Bologna: 10,5°;
Piacenza: 11°.

Toscana:
Lucca, Massa Carrara, Pisa: 9°;
Arezzo, Pistoia, Siena: 10°;
Grosseto, Firenze, Livorno: 11°.

Umbria:
Perugia, Terni: 10,5°.

Marche:
Ancona, Pesaro: 10,5°;
Ascoli Piceno: 11°;
Macerata: 11,5°.

Lazio:
Viterbo: 10°;
Rieti: 10,5°;
Latina: 11°;
Frosinone: 11,5°;
Roma: 12°.

Abruzzo e Molise:
Campobasso, Teramo, L'Aquila, Pescara: 11°;
Chieti: 12°.

Campania:
Caserta, Salerno, Benevento, Napoli: 11°;
Avellino: 11,5°.

Puglie:
Foggia: 12°;
Bari, Brindisi: 13°;
Lecce: 13,5°;
Taranto: 15,5°.

Lucania:
Potenza: 11,5°;
Matera: 12°.

Calabria:
Catanzaro: 12,5°;
Cosenza: 13,5°;
Reggio Calabria: 14°.

Sicilia:
Enna: 11,5°;
Catania: 12,5°;
Agrigento, Caltanissetta, Messina, Palermo, Trapani: 13°;
Siracusa: 14,5°;
Ragusa: 15°.

Sardegna:
Cagliari, Nuoro, Sassari: 13°.

Roma, addì 13 luglio 1966

Il Ministro per l'agricoltura e per le foreste
RESTIVO

Il Ministro per le finanze
PRETI

(6192)

DECRETO MINISTERIALE 14 luglio 1966.

Sostituzione di un membro della Commissione provinciale per il collocamento di Viterbo.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il decreto ministeriale 7 ottobre 1964, con il quale è stata ricostituita la Commissione provinciale per il collocamento di Viterbo;

Vista la nota del direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione di Viterbo n. 6229, datata 9 aprile 1966, con la quale viene prospettata la necessità di sostituire - perchè trasferito presso altra sede - il dott. D'Alessandro Carlo, membro della citata Commissione in rappresentanza della Camera di commercio, industria e agricoltura, con il dott. Marra Alfonso;

Decreta:

Articolo unico.

Il dott. Marra Alfonso è nominato membro della Commissione provinciale per il collocamento di Viterbo, quale rappresentante della Camera di commercio, industria e agricoltura, in sostituzione del dott. D'Alessandro Carlo.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 14 luglio 1966

p. *Il Ministro*: MARTONI

(6037)

DECRETO MINISTERIALE 14 luglio 1966.

Sostituzione del presidente della Commissione provinciale per il collocamento di Lecce.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il decreto ministeriale 7 ottobre 1964, con il quale è stata ricostituita la Commissione provinciale per il collocamento di Lecce;

Vista la nota del direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione di Lecce n. 18746, datata 29 aprile 1966, con la quale viene prospettata la necessità di sostituire - perchè trasferito presso altra sede - il dott. Pieroni Geo Leopoldo, presidente della citata Commissione, con il dott. Priolo Gaetano attuale direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione di Lecce;

Decreta:

Articolo unico.

Il dott. Priolo Gaetano è nominato presidente della Commissione provinciale per il collocamento di Lecce, in sostituzione del dott. Pieroni Geo Leopoldo.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 14 luglio 1966

p. *Il Ministro*: MARTONI

(6038)

DECRETO MINISTERIALE 14 luglio 1966.

Sostituzione del presidente e di un membro della Commissione provinciale per il collocamento di Alessandria.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il decreto ministeriale 16 ottobre 1965, con il quale è stata ricostituita la Commissione provinciale per il collocamento di Alessandria;

Vista la nota del direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione di Alessandria n. 4530, datata 24 marzo 1966, con la quale viene prospettata la necessità di sostituire, perchè trasferiti presso altre sedi, il dott. Raimondi Giuseppe - presidente della citata Commissione - e il dott. Sanlorenzo Giuseppe - membro designato a sostituire il presidente in caso di assenza - con il dott. Longo Matteo e il dottor Serini Giuseppe;

Decreta:

Articolo unico.

Il dott. Longo Matteo e il dott. Serini Giuseppe sono nominati: il primo, presidente della Commissione provinciale per il collocamento di Alessandria e il secondo, membro designato a sostituire il presidente in caso di assenza, in luogo - rispettivamente - del dott. Raimondi Giuseppe e del dott. Sanlorenzo Giuseppe.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 14 luglio 1966

p. *Il Ministro*: MARTONI

(6034)

DECRETO MINISTERIALE 14 luglio 1966.

Sostituzione di un membro della Commissione provinciale per il collocamento di Cagliari.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il decreto ministeriale 12 agosto 1964, con il quale è stata ricostituita la Commissione provinciale per il collocamento di Cagliari;

Vista la nota del direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione di Cagliari numero 10952, datata 22 aprile 1966, con la quale viene prospettata la necessità di sostituire - perchè trasferito presso altra sede - il sig. Gherardini Tullio, membro della citata Commissione in rappresentanza della Federazione provinciale dei coltivatori diretti, con il perito agr. Colombelli Ilario;

Decreta:

Articolo unico.

Il per. agr. Colombelli Ilario è nominato membro della Commissione provinciale per il collocamento di Cagliari, quale rappresentante della Federazione provinciale dei coltivatori diretti, in sostituzione del signor Gherardini Tullio.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 14 luglio 1966

p. *Il Ministro*: MARTONI

(6035)

DECRETO MINISTERIALE 15 luglio 1966.

Protezione temporanea delle invenzioni, dei modelli e dei marchi relativi ad oggetti esposti nella « II Mostra internazionale della saldatura e delle costruzioni saldate », in Genova.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto l'art. 8 del regio decreto 29 giugno 1939, numero 1127, riguardante la protezione temporanea delle nuove invenzioni industriali che figurano nelle esposizioni;

Visti gli articoli 1 del regio decreto 25 agosto 1940, n. 1411, e 6 del regio decreto 21 giugno 1942, n. 929, riguardanti la protezione temporanea dei nuovi modelli industriali e dei nuovi marchi d'impresa relativi a prodotti che figurano nelle esposizioni;

Vista la legge 1° luglio 1959, n. 514;

Vista la domanda inoltrata dal presidente dell'Ente organizzatore dell'esposizione;

Decreta:

Articolo unico.

Le invenzioni industriali, i modelli di utilità, i modelli e disegni ornamentali, i marchi d'impresa relativi ad oggetti che figureranno nella « II Mostra internazionale della saldatura e delle costruzioni saldate »

che avrà luogo a Genova dal 15 al 23 ottobre 1966, godranno della protezione temporanea stabilita dai decreti richiamati nelle premesse.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana e nel Bollettino dei brevetti per invenzioni, modelli e marchi.

Roma, addì 15 luglio 1966

p. *Il Ministro*: MEZZA

(5947)

DECRETO MINISTERIALE 15 luglio 1966.

Protezione temporanea delle invenzioni, dei modelli e dei marchi relativi ad oggetti esposti nella « III Mostra internazionale delle attrezzature alberghiere e turistiche », in Genova.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto l'art. 8 del regio decreto 29 giugno 1939, numero 1127, riguardante la protezione temporanea delle nuove invenzioni industriali che figurano nelle esposizioni;

Visti gli articoli 1 del regio decreto 25 agosto 1940, n. 1411, e 6 del regio decreto 21 giugno 1942, n. 929, riguardanti la protezione temporanea dei nuovi modelli industriali e dei nuovi marchi d'impresa relativi a prodotti che figurano nelle esposizioni;

Vista la legge 1° luglio 1959, n. 514;

Vista la domanda inoltrata dal presidente dell'Ente organizzatore dell'esposizione;

Decreta:

Articolo unico.

Le invenzioni industriali, i modelli di utilità, i modelli e disegni ornamentali, i marchi d'impresa relativi ad oggetti che figureranno nella « III Mostra internazionale delle attrezzature alberghiere e turistiche » che avrà luogo a Genova dal 12 al 22 novembre 1966, godranno della protezione temporanea stabilita dai decreti richiamati nelle premesse.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana e nel Bollettino dei brevetti per invenzioni, modelli e marchi.

Roma, addì 15 luglio 1966

p. *Il Ministro*: MEZZA

(5948)

DECRETO MINISTERIALE 15 luglio 1966.

Liquidazione coatta amministrativa della Società cooperativa « S.C.O.M.E.D. - Società Cooperativa fra Operai Meccanici ed Edili a r. l. », con sede in La Spezia, e nomina del commissario liquidatore.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Viste le risultanze della ispezione straordinaria effettuata in data 20 maggio 1966 alla Società cooperativa « S.C.O.M.E.D. - Società Cooperativa fra Operai Meccanici ed Edili a r. l. », con sede in La Spezia, dalle quali si rileva che l'ente predetto non ha attività sufficienti per il pagamento dei debiti;

Ritenuta la necessità di sottoporre la cooperativa in parola alla procedura della liquidazione coatta amministrativa;

Visti gli articoli 2540 del Codice civile e 194 e seguenti del regio decreto 16 marzo 1942, n. 267;

Decreta:

La Società cooperativa « S.C.O.M.E.D. - Società Cooperativa fra Operai Meccanici ed Edili a r. l. », con sede in La Spezia, costituita per rogito notaio Roberto Ferrara in data 10 giugno 1963, è posta in liquidazione coatta amministrativa ai sensi e per gli effetti di cui agli articoli 2540 del Codice civile e 194 e seguenti del regio decreto 16 marzo 1942, n. 267 e il dott. Raffaele Barontini ne è nominato commissario liquidatore.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 15 luglio 1966

Il Ministro: Bosco

(6040)

DECRETO MINISTERIALE 18 luglio 1966.

Costituzione, ordinamento e attribuzioni della Direzione generale delle pensioni del Ministero della difesa.

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 18 novembre 1965, n. 1478, concernente la riorganizzazione degli uffici centrali del Ministero della difesa;

Visto il testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3;

Considerato che, ai sensi dell'art. 40 del citato decreto del Presidente della Repubblica 18 novembre 1965, n. 1478, occorre procedere alla costituzione delle Direzioni generali del Ministero della difesa e stabilire il relativo ordinamento interno e la ripartizione dei compiti di ciascuna Direzione generale;

Decreta:

Art. 1.

A decorrere dal 1° novembre 1966 è costituita la Direzione generale delle pensioni del Ministero della difesa di cui agli articoli 1 e 29 del decreto del Presidente della Repubblica 18 novembre 1965, n. 1478.

Sotto la stessa data:

sono soppresse:

la Direzione generale delle pensioni (Esercito);

la Direzione generale delle pensioni (Marina);

la Divisione pensioni della Direzione generale del personale militare (Aeronautica) e la Divisione matricola e pensioni della Direzione generale dei personali civili e affari generali (Aeronautica);

sono trasferite alla Direzione generale delle pensioni del Ministero della difesa le attribuzioni ad essa devolute dal citato art. 29, svolte dalle soppresse Direzioni generali e divisioni nonchè da altri uffici del Ministero.

Art. 2.

L'ordinamento e le attribuzioni della Direzione generale delle pensioni del Ministero della difesa sono stabiliti come segue:

Ufficio del direttore generale:

compiti di segreteria del direttore generale e trattazione di pratiche a lui riservate; pratiche relative al personale in servizio presso la Direzione generale; pubbliche relazioni; studi nelle materie di competenza; coordinamento nella trattazione di questioni che rientrano nella competenza di più reparti; relazioni sulla attività della Direzione generale; studi per l'introduzione dei moderni principi di tecnica organizzativa nell'attività della Direzione generale; raccolta ed elaborazione di dati statistici; codificazione; amministrazione dei capitoli di bilancio attribuiti alla Direzione generale; servizi di economato e generali; ricezione, smistamento e inoltro della corrispondenza.

L'ufficio è ordinato in sezioni.

1° Reparto (pensioni normali e privilegiate ufficiali):

1ª Divisione: pensioni normali e privilegiate degli ufficiali dell'Esercito (dai gradi di generale a quello di tenente colonnello);

2ª Divisione: pensioni normali e privilegiate degli ufficiali dell'Esercito (gradi da maggiore a sottotenente);

3ª Divisione: pensioni normali e privilegiate degli ufficiali della Marina e dell'Aeronautica.

Ciascuna divisione del primo reparto comprende sezioni, un nucleo gestioni contabili e un archivio.

2° Reparto (pensioni normali e privilegiate sottufficiali e militari di truppa non di leva):

4ª Divisione: pensioni normali e privilegiate dei sottufficiali dell'Esercito (esclusi i sottufficiali dei carabinieri);

5ª Divisione: pensioni normali e privilegiate dei sottufficiali dei carabinieri;

6ª Divisione: pensioni normali e privilegiate dei sottufficiali della Marina e dell'Aeronautica;

7ª Divisione: pensioni normali e privilegiate dei militari di truppa non di leva dell'Esercito, della Marina e dell'Aeronautica.

Ciascuna divisione del secondo reparto comprende sezioni, un nucleo gestioni contabili e un archivio.

3° Reparto (pensioni privilegiate militari di truppa di leva):

8ª Divisione: pensioni privilegiate dei militari di truppa di leva dell'Esercito;

9ª Divisione: pensioni privilegiate dei militari di truppa di leva dell'Esercito;

10ª Divisione: pensioni privilegiate dei militari di truppa di leva dell'Esercito;

11ª Divisione: pensioni privilegiate dei militari di truppa di leva della Marina e dell'Aeronautica.

Ciascuna divisione del terzo reparto comprende sezioni, un nucleo gestioni contabili e un archivio.

4° Reparto (pensioni normali e privilegiate personale civile e liquidazioni speciali):

12ª Divisione: pensioni normali e privilegiate degli impiegati civili del Ministero della difesa;

13° Divisione: pensioni normali e privilegiate degli operai del Ministero della difesa;

14ª Divisione: liquidazioni speciali connesse con il trattamento pensionistico.

Le prime due divisioni del quarto reparto comprendono sezioni, un nucleo gestioni contabili e un archivio; la terza divisione comprende sezioni e un archivio.

Il numero delle sezioni costituenti ciascuna divisione della Direzione generale è determinato dal Ministro, su proposta del direttore generale.

Art. 3.

Il direttore generale è coadiuvato da un vice direttore generale, che lo sostituisce nell'incarico in caso di assenza o di impedimento e provvede alla trattazione delle materie a lui delegate.

Per l'azione di vigilanza sulle divisioni raggruppate in reparti il direttore generale si avvale di ispettori generali.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 18 luglio 1966

Il Ministro: TREMELLONI

(6155)

DECRETO MINISTERIALE 20 luglio 1966.

Approvazione di una tariffa di assicurazione sulla vita, presentata dalla Compagnia di assicurazione di Milano con sede in Milano.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il testo unico delle leggi sull'esercizio delle assicurazioni private approvato con decreto del Presidente della Repubblica 13 febbraio 1959, n. 449, e le successive disposizioni modificative ed integrative;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 4 gennaio 1925, n. 63, modificato con i regi decreti del 4 marzo 1926, n. 519 e 22 aprile 1940, n. 469;

Vista la domanda della Compagnia di assicurazione di Milano, con sede in Milano, intesa ad ottenere l'approvazione di una tariffa di assicurazione sulla vita;

Vista la relazione tecnica;

Decreta:

E' approvata secondo il testo debitamente autenticato, la seguente tariffa di assicurazione sulla vita, presentata dalla Compagnia di assicurazione di Milano, con sede in Milano:

Tariffa T (A) V — 5%-6%, relativa all'assicurazione temporanea, a premio annuo, di un capitale costante nel primo biennio di durata del contratto e successivamente decrescente, pari al valor capitale determinato al tasso di interesse del 5% o del 6%, di annualità temporanee certe pagabile in caso di morte dell'assicurato entro un determinato periodo di tempo e con la condizione della restituzione dei premi pagati in caso di sopravvivenza dell'assicurato stesso al termine del contratto.

Roma, addì 20 luglio 1966

Il Ministro: ANDREOTTI

(6073)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

Trasferimento di notai

Con decreto 23 luglio 1966:

Tisot Alfredo, notaio residente nel comune di Caldaro, distretto notarile di Bolzano, è trasferito nel comune di Bolzano;

Tomasi Angelo, notaio residente nel comune di Chiusa, distretto notarile di Bolzano, è trasferito nel comune di Bolzano;

Kubich Cesare, notaio residente nel comune di Ivrea, e trasferito nel comune di Merano, distretto notarile di Bolzano;

Puccio Bernardo, notaio residente nel comune di Cianciana, distretto notarile di Sciacca, è trasferito nel comune di Corleone, distretto notarile di Palermo;

De Bellis Libero, notaio residente nel comune di Corleto Perticaro, distretto notarile di Potenza, è trasferito nel comune di Laurenzana, stesso distretto;

Feriani Giuseppe, notaio residente nel comune di Pontebba, distretto notarile di Udine, è trasferito nel comune di Breganze, distretto notarile di Vicenza.

(6203)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Approvazione del piano di zona del comune di Pomarance

Con decreto ministeriale in data 17 maggio 1966, n. 1081, è stato approvato il piano delle zone destinate all'edilizia economica e popolare nel territorio del comune di Pomarance (Pisa).

Copia di tale decreto sarà depositata a libera visione del pubblico nella segreteria del predetto Comune.

Dell'eseguito deposito verrà data notizia, nella forma delle citazioni, ai proprietari interessati, ai sensi dell'art. 8, ultimo comma, della legge 18 aprile 1962, n. 167.

(6114)

Approvazione della variante n. 16 al piano regolatore generale del comune di Bergamo

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 20 maggio 1966 registrato alla Corte dei conti il 23 giugno 1966, registro n. 14 Lavori pubblici, foglio n. 120, è stata approvata la variante n. 16 al piano regolatore generale del comune di Bergamo relativa alla zona dei giardini Zavaritt e Frizzoni, in via Verdi.

Copia di tale decreto, munita del visto di conformità all'originale, sara depositata negli uffici comunali a libera visione del pubblico, a termini dell'art. 10 della legge 17 agosto 1942, n. 1150.

(6115)

Approvazione di una variante al piano regolatore generale di Padova

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 20 maggio 1966, registrato alla Corte dei conti il 23 giugno 1966, registro n. 14 Lavori pubblici, foglio n. 162, è stata approvata la variante al piano regolatore generale del comune di Padova per la località « Porta S. Croce ».

Copia di tale decreto, munita del visto di conformità all'originale, sarà depositata negli uffici comunali a libera visione del pubblico, a termini dell'art. 10 della legge 17 agosto 1942, n. 1150.

(6116)

Approvazione del piano di zona del comune di Sesto Fiorentino

Con decreto ministeriale in data 6 luglio 1966, n. 1289, è stato approvato il piano delle zone destinate all'edilizia economica e popolare nel territorio del comune di Sesto Fiorentino (Firenze).

Copia di tale decreto sarà depositata a libera visione del pubblico nella segreteria del predetto Comune

Dell'eseguito deposito verrà data notizia, nella forma delle citazioni, ai proprietari interessati, ai sensi dell'art. 8, ultimo comma della legge 18 aprile 1962, n. 167.

(6117)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Diffida per smarrimento di certificato di abilitazione provvisoria all'esercizio professionale

La dott.ssa Maria Pia Venerucci, nata a Auditore (Pesaro-Urbino) il 24 aprile 1929, ha dichiarato di avere smarrito il certificato di abilitazione provvisoria all'esercizio della professione di farmacista rilasciatole dall'Università di Urbino in data 2 febbraio 1952.

Se ne dà notizia ai sensi degli articoli 50 e 71 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del certificato smarrito a consegnarlo alla Università di Urbino.

(6120)

Diffida per smarrimento di certificati sostitutivi, a tutti gli effetti, di diplomi di abilitazione all'esercizio professionale.

Il dott. Franco Italo Accomando, nato a Verona il 21 novembre 1933, ha dichiarato di avere smarrito il certificato sostitutivo, a tutti gli effetti, del diploma di abilitazione all'esercizio della professione di medico chirurgo rilasciatogli dalla Università di Roma in data 6 giugno 1959.

Se ne dà notizia ai sensi degli articoli 50 e 71 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del certificato smarrito a consegnarlo alla Università di Roma.

(6121)

Il dott. Rosario Settepani, nato a Rodi (Egeo) il 3 settembre 1933, ha dichiarato di avere smarrito il certificato sostitutivo, a tutti gli effetti, del diploma di abilitazione all'esercizio della professione di medico chirurgo rilasciatogli dalla Università di Bologna il 30 novembre 1963.

Se ne dà notizia ai sensi degli articoli 50 e 71 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del certificato smarrito a consegnarlo alla Università di Bologna.

(6122)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Nomina del presidente del Consiglio di amministrazione, del presidente del Collegio sindacale e di un sindaco supplente, dell'Ente morale « Cooperative operaie di Trieste, Istria e Friuli », con sede in Trieste.

Con decreti del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale, in data 7 luglio 1966, il sig. Gianni Giuricin, è nominato presidente dell'Ente morale « Cooperative operaie di Trieste, Istria e Friuli », con sede in Trieste, per la durata di un triennio; il prof. Paolo Modani ed il rag. Livio Chersi sono nominati, rispettivamente, presidente del Collegio sindacale e sindaco supplente dell'Ente predetto.

(6048)

MINISTERO DEL TESORO

Esito di ricorso

Con decreto del Presidente della Repubblica del 3 maggio 1966, registrato alla Corte dei conti il 1° luglio 1966, registro n. 15 Tesoro, foglio n. 248, è stato dichiarato inammissibile, perchè rivolto contro un provvedimento non definitivo, il ricorso straordinario proposto il 25 marzo 1965 dal sig. Isola Giovanni avverso la determinazione della Direzione provinciale del Tesoro di Genova con la quale è stato elevato nei confronti del ricorrente un addebito di L. 556.037 per somme riscosse e non dovute nel periodo dal 1° gennaio 1962 al 12 marzo 1965.

(6126)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 145

Corso dei cambi del 1° agosto 1966 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	623,56	623,55	623,61	623,56	623,52	623,65	623,56	623,55	623,58	623,55
$ Can.	580,53	580,50	580,75	580,50	579 —	580,50	580,45	580,50	580,58	580,50
Fr. Sv.	144,34	144,35	144,35	144,31	144,35	144,36	144,33	144,35	144,36	144,37
Kr. D.	90,09	90,02	90,95	90,025	90 —	90,015	89,99	90,05	90,03	90,03
Kr. N.	87,19	87,18	87,28	87,22	87,20	87,194	87,205	87,20	87,21	87,19
Kr. Sv.	120,743	120,74	120,80	120,75	120,75	120,75	120,76	120,75	120,75	120,75
Fol.	172,71	172,77	172,77	172,765	172,80	172,76	172,78	172,75	172,78	172,77
Fr. B.	12,56	12,565	12,5750	12,5660	12,56	12,56	12,566	12,55	12,56	12,565
Franco francese	127,243	127,25	127,20	127,255	127,25	127,24	127,25	127,25	127,23	127,25
Lst.	1740,01	1739,85	1740,30	1739,90	1739,75	1739,63	1739,95	1739,55	1739,60	1739,75
Dm occ.	156,23	156,25	156,32	156,235	156,23	156,25	156,23	156,20	156,25	156,27
Scell. Austr.	24,165	24,16	24,17	24,16625	24,15	24,17	24,167	24,17	24,16	24,165
Escudo Port.	21,707	21,70	21,70	21,71	21,78	21,71	21,725	21,70	21,70	21,70
Peseta Sp.	10,403	10,40	10,41	10,39	10,42	10,41	10,40	10,42	10,40	10,40

Media dei titoli del 1° agosto 1966

Rendita 5 % 1935	103,25
Redimibile 3,50 % 1934	100,35
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	88,175
Id. 5 % (Ricostruzione)	96,575
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	95,20
Id. 5 % (Città di Trieste)	95,875
Id. 5 % (Beni Esteri)	95,275
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° gennaio 1968)	100,20
» 5 % (» 1° aprile 1969)	100,25
» 5 % (» 1° gennaio 1970)	100,75
» 5 % (» 1° gennaio 1971)	100,75
» 5 % (» 1° aprile 1973)	100,60
» 5 % (» 1° aprile 1974)	100,325
B. T. Poliennali 5 % (» 1° ottobre 1966)	100 —

Il Contabile del Portafoglio dello Stato: ZODDA.

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 1° agosto 1966

1 Dollaro USA	623,56
1 Dollaro canadese	580,475
1 Franco svizzero	144,32
1 Corona danese	90,007
1 Corona norvegese	87,212
1 Corona svedese	120,755
1 Fiorino olandese	172,772
1 Franco belga	12,566
1 Franco francese	127,252
1 Lira sterlina	1739,925
1 Marco germanico	156,232
1 Scellino austriaco	24,167
1 Escudo Port.	21,706
1 Peseta Sp.	10,395

MINISTERO DELLA SANITÀ

Autorizzazione all'Amministrazione degli Istituti riuniti di assistenza e beneficienza di Fano (Pesaro) ad istituire una scuola per infermiere ed infermieri generici.

Con decreto interministeriale n. 300.16.III.59/3-480 del 20 luglio 1966, l'Amministrazione degli Istituti riuniti di assistenza e beneficienza di Fano (Pesaro) viene autorizzata ad istituire una scuola per infermiere ed infermieri generici con sede presso il dipendente Ospedale « S. Croce ».

(6123)

Autorizzazione all'Amministrazione dell'Ospedale civile di Matera ad istituire una scuola convitto per infermiere professionali a corso biennale ed il successivo corso di abilitazione a funzioni direttive, nonchè una scuola specializzata per assistenti sanitarie visitatrici.

Con decreto n. 300.16.II.47/1.62, in data 4 luglio 1966, del Ministro per la sanità di concerto con il Ministro per la pubblica istruzione, l'Amministrazione dell'Ospedale civile di Matera è autorizzata ad istituire una scuola-convitto per infermiere professionali a corso biennale ed il successivo corso di abilitazione a funzioni direttive, nonchè una scuola specializzata per assistenti sanitarie visitatrici.

(6125)

MINISTERO DELL'INDUSTRIA E DEL COMMERCIO

Deformazione dei punzoni per la bollatura dei metalli preziosi, recanti il marchio d'identificazione « 40-VI »

Ai sensi dell'art. 30 del regolamento per la disciplina dei titoli dei metalli preziosi, approvato con regio decreto-legge 27 dicembre 1934, n. 2393, si rende noto che sono stati deformati tre punzoni recanti il marchio d'identificazione « 40-VI », a suo tempo assegnato alla ditta Rossettini Gino, con sede in Arzignano (Vicenza), via Garibaldi.

(6166)

Esito di ricorso

Con decreto 6 maggio 1966 del sig. Presidente della Repubblica, registrato alla Corte dei conti il 28 giugno 1966, registro n. 11 Industria e commercio, foglio n. 121, è stato dichiarato inammissibile, per difetto di notifica all'unico controinteressato, il ricorso straordinario al Capo dello Stato, proposta dal dott. Nicolò Marino di Pescara, corso Vittorio Emanuele n. 124, avverso la deliberazione 29 febbraio 1964, n. 64 della Camera di commercio, industria e agricoltura di Pescara, con la quale è stato conferito al dott. Mario Speziale l'incarico di vice segretario generale aggiunto.

(6165)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

Costituzione della Commissione esaminatrice del concorso a cinque posti di operaio in prova di ruolo dello Stato di 1ª categoria - specializzati - con la qualifica professionale di tessitore « M », indetto con decreto ministeriale 21 marzo 1966.

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Visto il decreto ministeriale 21 marzo 1966, col quale è stato indetto un concorso a cinque posti di operaio in prova di ruolo dello Stato di 1ª categoria - specializzato - (ex. coeff. 167), con la qualifica professionale di: tessitore « M » presso il Ministero di grazia e giustizia - Direzione generale per gli Istituti di prevenzione e di pena;
Attesa la necessità di provvedere alla nomina della Commissione esaminatrice del concorso predetto;
Vista la legge 5 marzo 1961, n. 90, sullo stato giuridico degli operai dello Stato;
Visto l'art. 12 del regolamento speciale 1° giugno 1925, per il personale operaio del Ministero di grazia e giustizia e successive modificazioni;

Decreta:

La Commissione esaminatrice del concorso a cinque posti di operaio in prova di ruolo dello Stato di 1ª categoria - specializzato - (ex coeff. 167) con la qualifica professionale di: tessitore « M » presso il Ministero di grazia e giustizia - Direzione generale per gli Istituti di prevenzione e di pena - indetto con decreto ministeriale 21 marzo 1966, è costituita come appresso:

Presidente:
Cesaroni dott. Oscar, magistrato di Corte d'appello direttore dell'Ufficio 5° D.G.I.P.P.

Componenti:
Veccia Scavalli prof. ing. Alberto, insegnante titolare di tecnologia meccanica e laboratorio nell'Istituto tecnico industriale « Meucci » di Roma;
Luzietti Otello, capo operaio nell'Amministrazione I.P.P.

Segretario:
Cassieri Francesco, archivista nell'Amministrazione II.PP.

Segretario supplente:
Pirro Francesco, aiutante di 1ª classe nell'Amministrazione II.PP.

Alla spesa presunta di L. 10.000 per il funzionamento della Commissione predetta si provvederà con i fondi stanziati sul Capitolo 1051 art. 5 del bilancio passivo di questo Ministero per l'anno finanziario 1966.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 7 maggio 1966

p. *Il Ministro*: MISASI

Registrato alla Corte dei conti, addì 11 luglio 1966
Registro n. 23 Grazia e giustizia, foglio n. 326

(6173)

Costituzione della Commissione esaminatrice del concorso a due posti di operaio in prova di ruolo dello Stato di 2 categoria - qualificati - con la qualifica professionale di muratore « OP », indetto con decreto ministeriale 21 marzo 1966.

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Visto il decreto ministeriale 21 marzo 1966, col quale è stato indetto un concorso a due posti di operaio in prova di ruolo dello Stato di 2ª categoria - qualificati - (ex coeff. 157), con la qualifica professionale di: muratore « OP » presso il Ministero di grazia e giustizia - Direzione generale per gli Istituti di prevenzione e di pena;
Attesa la necessità di provvedere alla nomina della Commissione esaminatrice del concorso predetto;
Vista la legge 5 marzo 1961, n. 90, sullo stato giuridico degli operai dello Stato;
Visto l'art. 12 del regolamento speciale 1° giugno 1925, per il personale operaio del Ministero di grazia e giustizia e successive modificazioni;

Decreta:

La Commissione esaminatrice del concorso a due posti di operaio in prova di ruolo dello Stato di 2ª categoria - qualificati - con la qualifica professionale di muratore « OP » presso il Ministero di grazia e giustizia - Direzione generale per gli Istituti di prevenzione e di pena - indetto con decreto ministeriale 21 marzo 1966, è costituita come appresso:

Presidente:
Cesaroni dott. Oscar, magistrato di Corte d'appello direttore dell'Ufficio 5° D.G.I.P.P.

Componenti:
Veccia Scavalli prof. ing. Alberto, insegnante titolare di tecnologia meccanica e laboratorio nell'Istituto tecnico industriale « Meucci » di Roma;
Germani Rocco, capo operaio nell'Amministrazione II.PP.

Segretario:
Pirro Francesco, aiutante di 1ª classe nell'Amministrazione II.PP.

Segretario supplente:
Cassieri Francesco, archivista nell'Amministrazione II.PP.

Alla spesa presunta di L. 10.000 per il funzionamento della Commissione predetta si provvederà con i fondi stanziati sul capitolo 1051, art. 5 del bilancio passivo di questo Ministero per l'anno finanziario 1966.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 7 maggio 1966

p. *Il Ministro*: MISASI

Registrato alla Corte dei conti, addì 11 luglio 1966
Registro n. 23 Grazia e giustizia, foglio n. 325

(6174)

Costituzione della Commissione esaminatrice del concorso a due posti di operaio in prova di ruolo dello Stato di 2ª categoria - qualificati - con la qualifica professionale di tappezziere « OP » (per mobili), indetto con decreto ministeriale 21 marzo 1966.

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Visto il decreto ministeriale 21 marzo 1966, col quale è stato indetto un concorso a due posti di operaio in prova di ruolo dello Stato di 2ª categoria - qualificati - (ex coeff. 157), con la qualifica professionale di: tappezziere « OP » (per mobili), presso il Ministero di grazia e giustizia - Direzione generale per gli Istituti di prevenzione e di pena;
Attesa la necessità di provvedere alla nomina della Commissione esaminatrice del concorso predetto;
Vista la legge 5 marzo 1961, n. 90, sullo stato giuridico degli operai dello Stato;
Visto l'art. 12 del regolamento speciale 1° giugno 1925, per il personale operaio del Ministero di grazia e giustizia e successive modificazioni;

Decreta:

La Commissione esaminatrice del concorso a due posti di operaio in prova di ruolo dello Stato di 2ª categoria - qualificati - con la qualifica professionale di: tappezziere « OP » (per mobili), presso il Ministero di grazia e giustizia - Direzione generale per gli Istituti di prevenzione e di pena - indetto con decreto ministeriale 21 marzo 1966, è costituita come appresso:

Presidente:
Cesaroni dott. Oscar, magistrato di Corte d'appello direttore dell'Ufficio 5° D.G.I.P.P.

Componenti:
Veccia Scavalli prof. ing. Alberto, insegnante titolare di tecnologia meccanica e laboratorio nell'Istituto tecnico industriale « Meucci » di Roma;

Lucchetti Federico, capo operaio nell'Amministrazione II.PP.

Segretario:

Cassieri Francesco, archivista nell'Amministrazione II.PP.

Segretario supplente:

Pirro Francesco, aiutante di 1ª classe nell'Amministrazione II.PP.

Alla spesa presunta di L. 10.000 per il funzionamento della Commissione predetta si provvederà con i fondi stanziati sul Capitolo 1051 art. 5 del bilancio passivo di questo Ministero per l'anno finanziario 1966.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 7 maggio 1966

p. *Il Ministro*: MISASI

Registrato alla Corte dei conti, addì 11 *luglio* 1966
Registro n. 23 *Grazia e giustizia, foglio n.* 324

(6175)

Costituzione della Commissione esaminatrice del concorso a due posti di operaio in prova di ruolo dello Stato di 2ª categoria - qualificati - con la qualifica professionale di lucidatore di mobili in legno « OP », indetto con decreto ministeriale 21 marzo 1966.

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Visto il decreto ministeriale 21 marzo 1966, col quale è stato indetto un concorso a due posti di operaio in prova di ruolo dello Stato di 2ª categoria - qualificati - (ex coeff. 157), con la qualifica professionale di: lucidatore di mobili in legno « OP » presso il Ministero di grazia e giustizia - Direzione generale pergli Istituti di prevenzione e di pena;

Attesa la necessità di provvedere alla nomina della Commissione esaminatrice del concorso predetto;

Vista la legge 5 marzo 1961, n. 90, sullo stato giuridico degli operai dello Stato;

Visto l'art. 12 del regolamento speciale 1° giugno 1925, per il personale operaio del Ministero di grazia e giustizia e successive modificazioni;

Decreta:

La Commissione esaminatrice del concorso a due posti di operaio in prova di ruolo dello Stato di 2ª categoria - qualificati - con la qualifica professionale di: lucidatore di mobili in legno « OP » presso il Ministero di grazia e giustizia - Direzione generale per gli Istituti di prevenzione e di pena - indetto con decreto ministeriale 21 marzo 1966, è costituita come appresso:

Presidente:

Cesaroni dott. Oscar, magistrato di Corte d'appello direttore dell'Ufficio 5° D.G.I.P.P.

Componenti:

Veccia Scavalli prof. ing. Alberto, insegnante titolare di tecnologia meccanica e laboratorio nell'Istituto tecnico industriale « Meucci » di Roma;

Lucchetti Federico, capo operaio nell'Amministrazione II.PP.

Segretario:

Pirro Francesco, aiutante di 1ª classe nell'Amministrazione II.PP.

Segretario supplente:

Cassieri Francesco, archivista nell'Amministrazione II.PP.

Alla spesa presunta di L. 10.000 per il funzionamento della Commissione predetta si provvederà con i fondi stanziati sul Capitolo 1051 art. 5 del bilancio passivo di questo Ministero per l'anno finanziario 1966.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 7 maggio 1966

p. *Il Ministro*: MISASI

Registrato alla Corte dei conti, addì 11 *luglio* 1966
Registro n. 23 *Grazia e giustizia, foglio n.* 323

(6176)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Sostituzione del presidente della Commissione esaminatrice del concorso ad ottanta posti di consigliere di 3ª classe nel ruolo amministrativo centrale e periferico, carriera direttiva, indetto con decreto ministeriale 1° giugno 1965, modificato con decreto ministeriale 17 gennaio 1966.

IL MINISTRO
PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Visto il decreto ministeriale 28 dicembre 1965, registrato alla Corte dei conti il 27 gennaio 1966, registro n. 2, foglio n. 180, con il quale è stata costituita la Commissione esaminatrice del concorso per esami a cinquanta posti di consigliere di 3ª classe nel ruolo amministrativo centrale e periferico, della carriera direttiva, indetto con decreto ministeriale 1° giugno 1965;

Visto il decreto ministeriale 17 gennaio 1966, registrato alla Corte dei conti il 10 febbraio 1966, registro n. 3, foglio n. 19, con il quale il numero dei posti del concorso indicato è stato aumentato da cinquanta ad ottanta;

Vista la lettera in data 12 maggio 1966 con la quale il presidente della Corte dei conti comunica che il consigliere dott. Gaetano Sciacca, per ragioni di servizio, non può continuare a svolgere l'incarico di presidente della Commissione esaminatrice sopra indicata, e designa, per la sostituzione, il vice procuratore generale dott. Giuseppe Cippolletta;

Decreta:

Il vice procuratore generale della Corte dei conti, dott. Giuseppe Cippolletta è nominato presidente della Commissione esaminatrice del concorso a ottanta posti di consigliere di 3ª classe di cui alle premesse, in sostituzione del consigliere della Corte dei conti dott. Gaetano Sciacca.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 24 maggio 1966

p. *Il Ministro*: CAMANGI

Registrato alla Corte dei conti, addì 17 *giugno* 1966
Registro n. 10 *Agricoltura e foreste, foglio n.* 188

(5975)

MINISTERO DELL'INTERNO

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso per esami per il conferimento di novantuno posti di vice commissario in prova nel ruolo della carriera direttiva del personale dell'Amministrazione della pubblica sicurezza, indetto con decreto ministeriale 8 febbraio 1966.

IL MINISTRO PER L'INTERNO

Visto il decreto ministeriale 8 febbraio 1966, registrato alla Corte dei conti il 3 marzo successivo, registro n. 7 Interno, foglio n. 343, col quale è stato indetto un pubblico concorso per esami per il conferimento di novantuno posti di vice commissario in prova nel ruolo della carriera direttiva del personale dell'Amministrazione della pubblica sicurezza;

Ritenuto di dover procedere alla costituzione della Commissione giudicatrice del suddetto concorso;

Visto il regolamento per gli esami di ammissione e di promozione nei ruoli del personale dell'Amministrazione della pubblica sicurezza, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 21 marzo 1953, n. 738;

Visto il testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3; nonchè le norme di esecuzione del testo unico stesso, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per novantuno posti di vice commissario di pubblica sicurezza in prova, di cui alle premesse, è costituita come segue:

Presidente:

Strano dott. Paolo, consigliere di Stato.

Componenti:

D'Avanzo prof. Walter, libero docente di diritto civile presso l'Università di Roma;

Santangelo prof. Giovanni, libero docente di diritto penale presso l'Università di Napoli;

Gigli dott. Gustavo, vice prefetto-direttore della divisione personale di pubblica sicurezza;

Bottino dott. Carmine, ispettore generale di pubblica sicurezza.

Il dott. Paolo Sarullo, consigliere di 1ª classe dell'Amministrazione civile dell'interno, in servizio presso la Direzione generale della pubblica sicurezza, eserciterà le funzioni di segreterio della Commissione.

Sono aggregati alla Commissione giudicatrice del concorso di cui alle premesse, quali esperti, con voto consultivo:

Paceri dott. Rocco, commissario capo di pubblica sicurezza, per la prova facoltativa di fotografia;

Morselli Carlo ten. col. Genio, per la prova facoltativa di telegrafia;

Fiorellino Pierino, interprete, per la prova obbligatoria e per quelle facoltative di lingue straniere;

Valenti Nicolò, segretario principale di polizia, per la prova facoltativa di stenografia.

Ai componenti della Commissione giudicatrice saranno corrisposti i compensi previsti dal decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 5.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 27 giugno 1966

p. *Il Ministro*: CECCHERINI

Registrato alla Corte dei conti, addì 15 *luglio* 1966
Registro n. 22 *Interno, foglio n.* 28

(6170)

Concorso per titoli a posti di segretario comunale di 2ª classe in prova

IL MINISTRO PER L'INTERNO

Viste le leggi 27 giugno 1942, n. 851; 9 agosto 1954, n. 748 e 8 giugno 1962, n. 604, recanti norme sullo stato giuridico dei segretari comunali e provinciali;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 24 giugno 1954, n. 368, concernente la documentazione dei pubblici concorsi;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un pubblico concorso per soli titoli a posti di segretario comunale di 2ª classe in prova (coefficiente 229).

Art. 2.

Possono essere ammessi al concorso gli aspiranti che risultino in possesso dei seguenti requisiti:

A) età non inferiore agli anni 21 e non superiore ai 35.

Per i segretari comunali non di ruolo, i quali, alla data di scadenza del termine stabilito nel bando di concorso per la presentazione della domanda di ammissione, prestino, con tale qualifica, ininterrotto servizio da almeno due anni, il limite massimo di età è elevato in misura corrispondente al periodo di servizio prestato, fino ad un limite massimo di cinque anni.

Per gli aspiranti che, alla data del bando, siano in servizio di ruolo presso Amministrazioni comunali o provinciali, il limite di 35 anni è elevato in ragione di un anno per ogni due di servizio prestato, fino ad un massimo di otto anni.

Il limite massimo di età è, inoltre elevato:

1) di cinque anni, nei confronti:

a) di coloro che abbiano partecipato nei reparti delle forze armate dello Stato, ovvero in qualità di militarizzati assimilati alle operazioni della guerra 1940-43 e della guerra di liberazione;

b) dei partigiani combattenti o dei cittadini deportati dal nemico posteriormente all'8 settembre 1943;

c) dei cittadini aventi il loro domicilio in territorio di confine che, in conseguenza di avvenimenti di carattere bellico o politico, siano stati costretti ad allontanarsene e non possono farvi ritorno;

d) dei profughi di cui al decreto legislativo 26 febbraio 1948, n. 104, ed alle leggi 4 marzo 1952, n. 137 e 25 ottobre 1960, n. 1306 e 25 febbraio 1963, n. 319;

e) di coloro che appartengono alle altre categorie assimilate ai combattenti in base alle vigenti disposizioni.

Sono esclusi dal beneficio di cui sopra coloro che abbiano riportato condanne per reati commessi durante il servizio militare, anche se per esse siano successivamente intervenute amnistie, indulti o commutazioni;

2) di due anni per gli aspiranti che siano coniugati alla data in cui scade il termine di presentazione delle domande di partecipazione al concorso;

3) di un anno per ogni figlio vivente alla data medesima.

Le elevazioni del limite di età di cui ai numeri 2) e 3) sono cumulabili tra di loro ed entrambe con quelle di cui al n. 1); purchè complessivamente non si superino i 45 anni.

4) a quarantadue anni nei confronti:

a) dei combattenti o assimilati, di cui alle lettere da *a*) ad *e*) del precedente n. 1), decorati al valor militare o promossi per merito di guerra;

b) dei capi di famiglie numerose, ai sensi della legge 20 marzo 1940 n. 233, e del decreto legislativo luogotenenziale 28 marzo 1945, n. 267, costituite da almeno sette figli viventi, compresi tra essi anche i figli caduti in guerra, salvo il maggior limite consentito in applicazione di quanto previsto al precedente n. 3;

5) a 40 anni nei confronti di coloro che, ai sensi dell'art. 5 del decreto legislativo 12 dicembre 1947, n. 1488, abbiano riportato, per comportamento contrario al regime fascista, sanzioni penali o di polizia ovvero siano stati deportati od internati per motivi di persecuzione razziale.

Per i concorrenti già colpiti dalle abrogate leggi razziali non viene computato, agli effetti del limite di età, il periodo intercorso tra il 5 settembre 1938 ed il 9 agosto 1944, di cui all'art. 5 del regio decreto-legge 20 gennaio 1944, n. 25;

6) a 45 anni, ritenendosi assorbita ogni altra elevazione spettante, nei confronti del personale licenziato dagli enti soppressi ai sensi della legge 4 dicembre 1956, n. 1404;

Le elevazioni del limite di età previste dai precedenti commi sono cumulabili tra di loro e con quelle previste da ogni altra disposizione in vigore. Non può, peraltro, esssere ammesso in alcun caso al concorso colui che abbia superato il 45° anno di età;

7) a 55 anni, ritenendosi assorbita ogni altra elevazione spettante, nei confronti:

a) dei mutilati ed invalidi di guerra, dei mutilati ed invalidi per la lotta di liberazione, dei mutilati ed invalidi civili per fatti di guerra, dei mutilati ed invalidi per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, dei mutilati ed invalidi per servizio, dei mutilati ed invalidi in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane, dei mutilati ed invalidi in occasione di azioni singole o collettive aventi fini politici nelle Provincie di confine con la Jugoslavia o nei territori soggetti a detto Stato per eventi avvenuti fino al 31 dicembre 1954, e degli alto-atesini e delle persone residenti, prima del 1° gennaio 1940, nelle zone mistilingue di Cortina d'Ampezzo e di Tarvisio o nei comuni di Sant'Orsola e Luserna, che, facendo parte delle forze armate tedesche o delle formazioni armate da essi organizzate, abbiano riportato, per causa del servizio di guerra attinente alla guerra ferite o lesioni o contratta infermità, quando abbiano conservato o riacquistato la cittadinanza italiana e semprechè non abbiano partecipato ad azioni, anche isolate, di terrorismo e di sevizie.

Il beneficio di cui alla presente lettera spetta ai mutilati ed agli invalidi che rientrino nelle prime otto categorie, ovvero nelle voci da quattro a dieci della categoria nona o nelle voci da tre a sei della categoria decima della tabella *A* allegata al decreto luogotenenziale 20 maggio 1917, n. 876, ovvero nelle voci quattro e da sei ad undici della tabella *B* allegata al regio decreto 12 luglio 1923; n. 1491, richiamate dalla legge 3 giugno 1950, n. 375;

b) delle vedove e degli orfani per causa di guerra o di servizio;

c) dei mutilati ed invalidi civili;

B) possesso del diploma di abilitazione alle funzioni di segretario comunale;

C) cittadinanza italiana (sono equiparati ai cittadini gli italiani non appartenenti alla Repubblica);

D) godimento dei diritti politici;

E) buona condotta morale e civile;

F) sana e robusta costituzione fisica e mancanza di difetti o imperfezioni che possano influire sul rendimento in servizio;

G) avere assolto gli obblighi di leva o esserne stati esentati.

Art. 3.

I requisiti di ammissione al concorso debbono essere posseduti alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande.

La esclusione dal concorso, per difetto dei requisiti prescritti, è disposta con decreto motivato dal Ministero dell'interno.

Non possono essere ammessi al concorso coloro che siano stati destituiti o dispensati dall'impiego presso una pubblica Amministrazione.

Art. 4.

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta da bollo e dirette al Ministero dell'interno - Direzione Generale dell'Amministrazione Civile - dovranno pervanire al *Ministero stesso*, a mezzo posta raccomandata, entro e non oltre il 30 settembre 1966.

Nella domanda i candidati dovranno esplicitamente chiedere l'ammissione al concorso per soli titoli a posti di segretario comunale di 2ª classe in prova.

Nella domanda gli aspiranti devono, inoltre, dichiarare espressamente:

- di essere in possesso della cittadinanza italiana, di essere disposti a raggiungere, in caso di nomina, qualsiasi sede della classe quinta e indicare, altresì, la data ed il luogo di nascita nonché, ove occorra, il titolo che legittima l'elevazione del limite massimo di età;

- il Comune nelle cui liste elettorali sono iscritti ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime;

- l'immunità da condanne penali o le eventuali condanne penali riportate (anche se sia stata concessa amnistia, condono, indulto o perdono giudiziale) e i procedimenti penali eventualmente pendenti, dei quali deve essere specificata la natura;

- la loro posizione nei riguardi degli obbblighi militari;

- l'indirizzo al quale devono essere inviate le comunicazioni relative al presente concorso e l'impegno a far conoscere le successive eventuali variazioni dell'indirizzo stesso.

La data di ricezione delle domande è comprovata dal bollo a data apposto dal Ministero.

La firma in calce alla domanda deve essere autenticata da notaio o dal segretario comunale del luogo di residenza dell'aspirante.

Per i dipendenti statali è sufficiente il visto del capo dello ufficio presso il quale prestano servizio, per i militari alle armi e sufficiente il visto del comandante la Compagnia o unità equiparata.

Alle domande dovranno essere allegati:

a) il diploma di abilitazione alle funzioni di segretario comunale in originale o in copia notarile;

b) la documentazione relativa ai titoli di merito (certificati di servizi prestati alle dipendenze dello Stato o di altri Enti pubblici; diploma del corso di studi per aspiranti segretari comunali; titoli di studio superiori al diploma di scuola media superiore, ecc.);

c) i documenti attestanti il possesso dei titoli di precedenza e preferenza nella nomina;

d) i documenti attestanti il possesso dei requisiti che consentono la ammissione al concorso dei candidati che hanno superato l'età di trentacinque anni.

A tal fine il servizio di ruolo prestato presso amministrazioni comunali o provinciali deve essere documentato con certificato rilasciato in carta da bollo dal capo dell'Amministrazione;

e) un elenco, in carta libera ed in duplice esemplare, dei titoli prodotti;

f) il talloncino di ricevuta di vaglia postale dell'ammontare di L. 1000 (mille) per tassa concorso, intestato alla prefettura di Roma con la indicazione della causale del versamento.

L'Amministrazione non assume alcuna responsabilità per il caso di dispersione di comunicazioni, dipendente da inesatte indicazioni del recapito da parte dell'aspirante o da mancata oppure tardiva comunicazione del cambiamento dell'indirizzo indicato nella domanda, nè per eventuali disguidi postali o telegrafici non imputabili a colpa dell'Amministrazione stessa.

Ai fini dell'applicazione dei benefici previsti dalle vigenti disposizioni, i candidati interessati dovranno produrre la documentazione a fianco indicata:

1) insignito di medaglia al valor militare: originale o copia autentica del brevetto;

2) mutilato o invalido di guerra o per fatto di guerra: decreto di concessione della relativa pensione, ovvero certificato mod. 69 rilasciato dalla Direzione generale delle pensioni di guerra;

3) mutilato o invalido per servizio: decreto di concessione della pensione, che indichi la categoria di questa o la categoria e la voce dell'invalidità, ovvero mod. 69-*ter* rilasciato, secondo i casi, dall'Amministrazione centrale, al servizio della quale l'aspirante ha contratto l'invalidità o dagli Enti pubblici autorizzati ai sensi del decreto ministeriale 23 marzo 1948 (pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 83, dell'8 aprile 1948);

4) mutilato ed invalido civile: certificato dell'Ufficio del lavoro della Provincia di residenza attestante l'iscrizione del ruolo e la categoria professionale, rilasciato a norma dell'art. 6 della legge 5 ottobre 1962, n. 1539;

5) vedova per causa di guerra: certificato mod. 331 rilasciato dalla Direzione generale delle pensioni di guerra, nel quale dovrà essere esplicitamente dichiarato il godimento della pensione di guerra, ai sensi dell'art. 55 della legge 10 agosto 1950, n. 648;

6) orfano di guerra o di caduto per fatto di guerra: certificato rilasciato dal competente comitato provinciale dell'Opera nazionale per la protezione ed assistenza agli orfani di guerra;

7) vedova ed orfano di caduto per servizio: dichiarazione dell'Amministrazione, presso cui il caduto prestava servizio;

8) ferito in combattimento: originale o copia autentica del brevetto;

9) insignito di croce di guerra o di altra attestazione speciale di merito di guerra: originale o copia autentica del brevetto o del documento di concessione;

10) figlio di mutilato o invalido di guerra o per fatto di guerra: attestato dell'Opera nazionale invalidi di guerra, rilasciato a nome del padre, qualora questi sia iscritto nei ruoli previsti dall'art. 5 della legge 3 giugno 1950, n. 375, comprovante la iscrizione del medesimo nei ruoli stessi e la categoria di pensione. I figli degli invalidi non iscritti nei ruoli, di cui sopra, dovranno produrre decreto di concessione di pensione di guerra ovvero mod. 69, rilasciato dalla Direzione generale delle pensioni di guerra a nome del padre, oppure un certificato del sindaco del Comune di residenza, sulla conforme dichiarazione di tre testimoni ed in base alle risultanze anagrafiche e dello stato civile, dal quale risulti anche la categoria di pensione;

11) figlio di mutilato o invalido per servizio: decreto di concessione di pensione privilegiata o mod. 69-*ter* a nome del padre rilasciati dall'Amministrazione di appartenenza dell'invalido;

12) madre o sorella vedova o nubile di caduto in guerra o per fatto di guerra o di caduto per servizio: certificato rilasciato dal sindaco del Comune di residenza;

13) ex combattente od assimilato:

a) per coloro che hanno partecipato alle operazioni militari svoltesi in Africa orientale dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936: dichiarazione da rilasciarsi per l'applicazione del regio decreto-legge 2 giugno 1936, n. 1172, ai sensi della circolare numero 427 del Giornale militare ufficiale 1937, nonchè foglio matricolare o stato di servizio aggiornati;

b) per gli ex combattenti della guerra 1940-45, partigiani combattenti o sminatori: dichiarazione integrativa o notificazione di cui alla circolare n. 5000 del 1° gennaio 1953 dello Stato Maggiore dell'Esercito o quella di cui alla circolare n. 202860/Od 6 dell'8 luglio 1948 dello Stato Maggiore dell'Aeronautica, ovvero quella di cui alla circolare n. 27200/Om del 3 luglio 1948 dello Stato Maggiore della Marina, nonchè foglio matricolare o stato di servizio aggiornati;

c) per i cittadini che furono deportati o internati dal nemico: attestazione rilasciata dal Prefetto della Provincia, nel cui territorio l'interessato ha la sua residenza, ai sensi dell'art. 8 del decreto legislativo luogotenenziale 14 febbraio 1946, n. 27;

d) per i profughi di cui agli articoli 1 e 2 della legge 4 marzo 1952, n. 137: attestazione rilasciata dal Prefetto, ai sensi dell'art. 4 del decreto del Presidente della Repubblica 4 luglio 1956, n. 1117; per i profughi dall'Egitto, dall'Algeria e dagli altri Paesi africani di cui al primo comma dell'art. 1 della legge 25 ottobre 1960, n. 1306, ed il primo e secondo comma dell'art. 3 della legge 25 febbraio 1963, n. 319; attestazione rilasciata dalla autorità consolare; per i profughi dalla Tunisia e da Tangeri di cui al secondo e terzo comma dell'art. 1 della legge 25 ottobre 1960, n. 1306; attestazione rilasciata dal Ministero degli affari esteri;

14) coniugato o vedovo con riguardo al numero dei figli: stato di famiglia rilasciato dal sindaco del Comune di residenza, in data non anteriore a quella del presente decreto.

Tutti i suindicati documenti devono essere conformi alle prescrizioni della legge sul bollo.

La presentazione di documenti diversi da quelli stabiliti o irregolarmente compilati comporta, senza necessità di particolare avviso, la decadenza dai relativi benefici.

Art. 5.

Le domande ed i documenti che perverranno al Ministero oltre il termine stabilito dall'art. 4, anche se presentati entro detto termine agli uffici postali o inoltrati per tramite di ufficio, non saranno prese in considerazione.

Non sono ammessi riferimenti a documenti presentati per partecipare a concorsi indetti da altre Amministrazioni.

Art. 6.

La graduatoria è approvata con decreto ministeriale, sotto condizione dell'accertamento dei requisiti per l'ammissione allo impiego.

A tal fine, i concorrenti che risultino utilmente collocati nella graduatoria di merito saranno invitati a produrre, nel termine perentorio di giorni trenta, che decorrono dalla comunicazione del relativo invito, i seguenti documenti:

1) estratto dell'atto di nascita su carta da bollo dal quale risulti che l'aspirante, alla data del 30 settembre 1966, abbia compiuto il 21° anno e non superato il 35°;

2) certificato rilasciato su carta da bollo dal sindaco del Comune di residenza, dal quale risulti che l'aspirante è cittadino italiano e gode dei diritti politici. Sono equiparati ai cittadini dello Stato gli italiani nati in zone non comprese nel territorio della Repubblica e coloro per i quali tale equiparazione sia riconosciuta a norma di legge;

3) certificato generale del casellario giudiziario su carta da bollo;

4) certificato medico, rilasciato su carta da bollo, da un medico provinciale o militare o dal medico condotto o ufficiale sanitario del Comune di residenza dal quale risulti che il candidato è di sana e robusta costituzione fisica.

Qualora l'aspirante abbia una qualsiasi imperfezione, questa deve essere specificamente menzionata, con dichiarazione che essa non menoma l'attitudine fisica all'espletamento delle funzioni di segretario comunale. I candidati che siano invalidi di guerra o assimilati dovranno produrre il certificato rilasciato dall'ufficio sanitario del Comune di residenza, ai sensi dell'art. 3 della legge 3 giugno 1950, n. 375 e dell'art. 3 della legge 24 febbraio 1953, n. 142.

L'Amministrazione si riserva di sottoporre i candidati invalidi di guerra, civili di guerra o per servizio alla visita collegiale di controllo, prevista dall'art. 7 della legge 3 giugno 1950, n 375 e dell'art. 7 della legge 24 febbraio 1953, n. 142.

I candidati, invalidi civili, sono tenuti a presentare la dichiarazione della Commissione provinciale sanitaria di cui all'art. 5 della legge 5 ottobre 1962, n. 1539.

L'Amministrazione si riserva, inoltre, di sottoporre i vincitori del concorso alla visita di un sanitario di sua fiducia ai fini dell'accertamento del possesso del requisito della sana e robusta costituzione fisica;

5) certificato dello stato di famiglia, su carta da bollo, rilasciato dal sindaco del Comune ove l'aspirante risiede da prodursi soltanto dai coniugati con o senza prole e dai vedovi con prole.

Art. 7.

I documenti di cui ai numeri 2), 3) e 4) del precedente articolo 6 debbono essere rilasciati in data non anteriore a tre mesi a quella del presente decreto.

I concorrenti che dimostrino di prestare servizio di ruolo presso Amministrazioni comunali o provinciali sono dispensati dal produrre documenti di cui ai numeri 2), 3) e 4), del precedente art. 6.

I candidati che si trovino sotto le armi possono esibire, invece dei documenti di cui ai numeri 2), 3) e 4) del precedente art. 6 un certificato su carta da bollo rilasciato dal comandante del Corpo al quale appartengono, comprovante da loro buona condotta e la idoneità fisica a coprire il posto di segretario comunale.

Art. 8.

I vincitori del concorso sono nominati segretari comunali di 2ª classe in prova (qualifica corrispondente a quella iniziale delle carriere direttive delle Amministrazioni statali), con il seguente trattamento economico:

stipendio	L.	95.485
indennità integrativa speciale	»	16.000
Totale lordo mensile	L.	111.485

oltre la 13ª mensilità e i diritti di segreteria, le eventuali quote di aggiunta di famiglia e le eventuali competenze accessorie previste dalla legge (compensi per lavoro straordinario e per levata di protesti cambiari, gettoni di presenza per partecipazione a Commissioni, indennità di missione per incarichi fuori ruolo della sede di servizio, indennità di alloggio ecc.).

Coloro che non assumono, senza giustificato motivo, servizio nella residenza o nel termine loro assegnato, sono considerati decaduti dalla nomina.

Art. 9.

Per quanto non espressamente previsto dal presente decreto saranno osservate le norme di cui alla legge 8 giugno 1962, n. 604.

Roma, addì 13 luglio 1966

p. *Il Ministro*: GASPARI

(5890)

Graduatoria di merito dei candidati idonei nel concorso per titoli a posti di segretario comunale di 2ª classe in prova.

IL MINISTRO PER L'INTERNO

Visto il decreto ministeriale in data 28 giugno 1965, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 194 del 4 agosto 1965, con il quale è stato indetto un concorso per soli titoli a posti di segretario comunale di 2ª classe in prova;

Visto il decreto ministeriale in data 9 dicembre 1965, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 315 del 18 dicembre 1965, con il quale sono stati riaperti i termini per la presentazione delle domande di ammissione al predetto concorso;

Visto il decreto ministeriale in data 26 aprile 1966, con il quale è stata costituita la Commissione giudicatrice del concorso stesso;

Viste le norme sulle preferenze nei pubblici concorsi;

Vista la graduatoria di merito formata dalla suddetta Commissione e riconosciuta la regolarità del procedimento del concorso;

Viste le leggi 27 giugno 1942, n. 851; 9 agosto 1954, n. 748, e 8 giugno 1962, n. 604;

Decreta:

E' approvata la graduatoria di merito dei candidati al concorso per soli titoli a posti di segretario comunale di 2ª classe in prova nell'ordine appresso indicato:

1. Nardelli Antonio	punti	80,94	su 120
2. Ciraulo Giorgio	»	78,16	»
3. Martinelli Giuseppe	»	76,66	»
4. Massaro Cosimo	»	76,62	»
5. Tabacchi Ugo, partigiano combattente, invalido di guerra, reduce prigionia, tre croci m. g.	»	76,08	»
6. Barone Francesco	»	73,22	»
7. Di Giambattista Guido	»	71,47	»
8. Rossi Antonio	»	68,49	»
9. Lo Cicero Francesco	»	68,12	»
10. Pellizzieri Silvano	»	67,83	»

11. Lattanzi Pietro . . . . . . punti 65,24 su 120
12. Venturini Mario . . . . » 65,04 »
13. Gueli Francesco . . . . . » 64,28 »
14. Bergamasco Andrea . . . . » 58,50 »
15. Gambaccini Aldo . . . . » 57,28 »
16. Pulitanò Giuseppe . . . . » 57,16 »
17. Giacomuzzi Lucio . . . . » 57,10 »
18. Luzzi Francesco . . . . . » 56,66 »
19. Bartellini Pierino . . . . . » 56,24 »
20. Neglia Girolamo . . . » 56,16 »
21. Pecorini Lando . . . » 55,80 »
22. Calogiuri Lorenzo . » 55,64 »
23. Calvi Silvio . . » 55,60 »
24. De Felice Giovanni . . » 55,50 »
25. Aloigi Luciano » 55,34 »
26. Nassetti Floriano, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 » 55,00 »
27. Trombetta Silvano . » 55,00 »
28. Gargano Giuseppe, invalido civile » 54,56 »
29. Sorci Romeo, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . » 54,50 »
30. Orlandi Franco » 54,50 »
31. Missagia Fidenzio, ex combattente invalido per causa di guerra, croce m. g. . » 54,35 »
32. Dal Bello Bruno » 53,41 »
33. Salurso Ettore . » 52,83 »
34. Bortolin Angelo, partigiano combattente, croce m. g. » 52,66 »
35. Dolcetti Curzio, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . » 52,50 »
36. Lipari Carla . » 52,50 »
37. Bonafine Alessio . . » 52,41 »
38. Breda Ennio » 52,33 »
39. Orso Attilio » 52,25 »
40. Cantarini Pietro » 52,20 »
41. Berti Renzo, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . » 52,18 »
42. Resci Luigi, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 » 52,18 »
43. Luongo Nicola . » 52,18 »
44. Tonzani Mario . » 52,17 »
45. Dassisti Giuseppe, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . » 52,16 »
46. Pappalardo Giulio » 52,16 »
47. Meini Vinicio » 52,10 »
48. Tortora Gaspare » 52,05 »
49. Capursi Giovanni » 52,02 »
50. Caminata Giuseppina » 52,01 »
51. Iocca Salvatore, invalido civile, articolo 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . » 52,00 »
52. Tirro Salvatore Paolo » 52,00 »
53. Valdo Giovanni . » 51,99 »
54. Amorese Leonardo . » 51,84 »
55. Rausa Antonio . » 51,68 »
56. Marchi Severino » 51,66 »
57. Valicutti Luigi . » 51,47 »
58. Marcangelo Francesco . » 51,46 »
59. Barbaro Giuseppe » 51,33 »
60. Ferracuti Antonio » 51,26 »
61. Cavallo Giuseppe » 51,18 »
62. Gelli Gigino, partigiano combattente » 51,16 »
63. Cantarelli Remigio . » 51,10 »
64. Chiappano Paolo » 51,04 »
65. Bernacchia Tarcisio . » 51,02 »
66. Bianchi Elia Pietro » 51,00 »
67. Romano Giacomo » 50,91 »
68. Franzini Giovanni » 50,89 »
69. Lago Massimiliano, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . » 50,87 »
70. Andruet Gelsomino . » 50,87 »
71. Stracquadanio Angelo, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . » 50,76 »
72. Lipara Antonino » 50,76 »
73. Colpo Remigio » 50,75 »
74. Sanna Aldo, ex combattente, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . » 50,70 »
75. Casalino Giuseppe » 50,70 »
76. D'Errico Pasquale, ex combattente, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . » 50,66 »
77. Nani Luigi, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . . . . . » 50,66 »
78. Schlagenauf Davide, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 punti 50,66 su 120
79. Magrassi Mario, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . . . . » 50,66 »
80. Bonfiglio Salvatore . . . . . » 50,66 »
81. Garlatti Bruno . . . . . » 50,54 »
82. Soro Dante » 50,52 »
83. Calvarese Adamo, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . » 50,50 »
84. Greco Raffaele, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 » 50,50 »
85. Guaglione Giovanni . . » 50,50 »
86. Moretta Mario . » 50,49 »
87. Santoro Francesco Paolo, ex combattente » 50,47 »
88. Gaeta Filadelfo, ex combattente » 50,44 »
89. Agudio Giambattista, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . . » 50,39 »
90. Casillo Ciro » 50,39 »
91. Raviol Angelo » 50,35 »
92. Baciga Mosè, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . » 50,33 »
93. Cervellione Michele, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . » 50,33 »
94. Turboli Giovanni, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 » 50,33 »
95. Pagano Gino, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 » 50,33 »
96. Piunti Romano » 50,33 »
97. Staffieri Nicola . » 50,30 »
98. Parodi Giov. Battista, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 » 50,26 »
99. Accardi Antonino » 50,26 »
100. Cicalese Mario, ex combattente . » 50,22 »
101. Ruggeri Adriano, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 » 50,18 »
102. Favata Armando » 50,18 »
103. Barba Giuseppe, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 » 50,16 »
104. Grassi Costante » 50,16 »
105. Iuppa Luigi » 50,10 »
106. Tesoriere Francesco, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . » 50,06 »
107. Beletti Giovanni » 50,06 »
108. Rizzo Gestefano » 50,04 »
109. Vicentelli Giovanna, art. 15 legge 8 giugno 1962, n. 604 » 50,00 »
110. Persiani Francesco, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 » 50,00 »
111. Costamagna Giovenale, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 » 50,00 »
112. Schiaffo Domenico, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 » 50,00 »
113. Cernicchiaro Nicola, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 » 50,00 »
114. Bazzano Girolamo, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 » 50,00 »
115. Murano Giovanni, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 » 50,00 »
116. Montrone Francesco, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 » 50,00 »
117. Cerra Vincenzo, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 » 50,00 »
118. Galassini Pietro, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 » 50,00 »
119. Gadolini Bruno, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 » 50,00 »
120. Ragona Giuseppe, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 » 50,00 »
121. Vesprini Albino » 50,00 »
122. Cantalupo Giuseppe, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . » 49,66 »
123. Castagna Renato » 49,66 »
124. Mastella Ruggero » 49,00 »
125. Di Rocco Pasquale, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 » 48,66 »
126. Mocciola Luigi » 48,66 »
127. Capizzi Vincenzo, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . . . » 48,50 »
128. Marzilli Franco . . » 48,50 »
129. Guerra Francesco Saverio . . . » 48,29 »
130. Marascio Elio . . . . » 48,16 »

131. Castagna Giovanni . punti 48,04 su 120
132. Fabiano Antonio, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 » 48,00 »
133. Colagrande Sandro, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 » 48,00 »
134. Boccalone Salvatore » 48,00 »
135. Pasetti Vittorio, invalido civile, articolo 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . » 47,33 »
136. Tozzi Luciano . . » 47,33 »
137. Ruggieri Zopito » 47,00 »
138. Mazzitelli Domenico » 46,50 »
139. De Marco Luciano . » 46,16 »
140. Negro Franco, ex combattente, invalido di guerra, croce m. g. . » 46,14 »
141. Consolante Raimondo . . . . » 46,05 »
142. Iorio Francesco . . . . » 45,76 »
143. Zucco Andrea . . . . . » 45,52 »
144. Pisani Italo Vittorio . . . . » 45,35 »
145. Matteazzi Giovanni . . . . » 45,34 »
146. Albanese Giuseppe . . . . . » 45,18 »
147. Guido Giuseppe . . . . » 45,16 »
148. Pepè Angelo . . . . » 45,06 »
149. Ferronato Egidio . » 44,66 »
150. Giarratana Attilio, invalido civile . » 44,50 »
151. Tomaselli Eraldo . » 44,35 »
152. Mancini Lucio . » 44,34 »
153. Cirillo Rocco » 44,02 »
154. Restivo Girolamo, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 » 44,00 »
155. Mazzeo Gennaro » 44,00 »
156. Catalfamo Giuseppe » 43,83 »
157. Celsa Maria Benedetto . » 43,66 »
158. Gadaleta Angelo, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 » 43,50 »
159. Napolitano Felice Enrico » 43,50 »
160. Sabato Giuseppe Rocco » 43,39 »
161. De Bernardin Stadoan Ultimino » 43,33 »
162. Novello Federico » 43,16 »
163. Ghisoli Giancarlo, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 » 42,66 »
164. Castiglione Calogero . . . » 42,66 »
165. Di Salvo Liborio » 42,50 »
166. Brucculeri Gregorio » 42,37 »
167. Ferrone Alessandro, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . » 42,33 »
168. Pulli Abele » 42,33 »
169. Izzo Luigi » 42,25 »
170. Garofalo Ambrogio, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . » 41,66 »
171. Masciotta Vittorio » 41,66 »
172. Colla Giuseppe, reduce dall'internamento » 41,58 »
173. Spallina Filippo, orfano di caduto per causa di servizio . » 41,56 »
174. Prearo Cesare, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . . » 41,50 »
175. Spallina Vito Armando . . . . » 41,50 »
176. Capirchio Giovanni . . . . . » 41,41 »
177. Galea Antonio . . . . » 41,37 »
178. Filippini Reginaldo . . . . » 41,03 »
179. Stoppiello Carmine » 40,97 »
180. Nitti Nicola, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 » 40,72 »
181. Romagnoli Mario Felice » 40,72 »
182. Trinchera Giuseppe, ex combattente, invalido di guerra, reduce prigionia, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 » 40,33 »
183. Grimaldi Giuseppe, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . » 40,33 »
184. Corbetta Imelda » 40,33 »
185. Bertocci Alessandro, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . . » 40 — »
186. Valsecchi Giovanni . . . . . » 40 — »
187. Motta Giuseppe . . . . » 39,66 »
188. Testa Giovan Battista . . . . » 39,41 »
189. Furioli Fabio . . . . » 39,33 »
190. Gatto Carlotta . . . . . . » 38,83 »
191. Musumeci Primo . . . . . » 38,56 »
192. Visco Pasquale . . . . . . » 38,52 »
193. Roselli Ivo . . . . . » 38,50 »
194. Lucaroni Bruno . . . . . » 38,36 »
195. Benedetti Giampietro punti 38,35 su 120
196. Sergi Francesco, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . » 38,33 »
197. Piazzolla Nicola, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . . » 38,33 »
198. Palmisani Domenico . . . » 38,33 »
199. Accardi Giuseppe » 38,04 »
200. Carmeli Orazio, invalido civile, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . . . » 38 — »
201. Lucaferri Domenico . . » 38 — »
202. Bencivenni Marco . » 37,85 »
203. Gelvatti Giovanni, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . » 37,33 »
204. Ominelli Franco, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . . . . . » 37,33 »
205. Scottini Mario . . . . » 37,33 »
206. Spataro Francesco . . . . . . » 37,16 »
207. Cifone Francesco . . . . . » 37,02 »
208. Esposito Tommaso . . . . » 36,83 »
209. Del Bene Federico . . . . . » 36,50 »
210. Magistrali Romano . . . . » 36,20 »
211. Manfredi Renato . . . . » 36,16 »
212. Gianvecchio Benedetto . . . » 36,16 »
213. Poli Sergio . . . . » 36,08 »
214. Danti Robertino . . » 36 — »
215. Torella Ezio . . . » 35,83 »
216. Fasanaro Carlo . . . » 35,38 »
217. Mariottini Alderio . . . . » 35,26 »
218. Mosconi Graziano . . » 35,16 »
219. Battisti Diego . . » 35 — »
220. De Cicco Giovanni . » 34,83 »
221. Farneti Umberto, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . » 34,50 »
222. Rosa Loreto » 34,50 »
223. Di Cello Egidio . . » 34,44 »
224. Vita Rita Elena » 34,41 »
225. Cavicchia Florindo, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . » 34 — »
226. Schiavini Pasquale . . » 34 — »
227. Re Marina Claudia . . . » 33,59 »
228. Sortino Edoardo » 33,35 »
229. Piccolo Silvano . » 33,16 »
230. Canella Pier Angelo » 32,83 »
231. Passiante Pasquale . » 32,58 »
232. Berrettini Gianluigi, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . » 32,50 »
233. Buscemi Orazio, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . . » 32,50 »
234. De Pietro Fernando » 32,50 »
235. Ascrizzi Ezio » 32,42 »
236. Bargiacchi Ugo, ex combattente, orfano di caduto civile di guerra, articolo 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 » 32,33 »
237. Masino Pasquale . » 32,33 »
238. Romano Attilio . . . . . » 31,66 »
239. Luiselli Bernardino . . . . » 31,50 »
240. Mazza Salvatore . . . . » 31,33 »
241. Cerchiara Giovanni . . . . » 31,06 »
242. Cimino Santo . . . . » 31,03 »
243. Scarlatelli Oreste . » 30,75 »
244. Calautti Antonio, orfano di guerra » 30,38 »
245. Sessa Vincenzo, orfano di guerra » 30,10 »
246. Oriani Vincenzo » 30 — »
247. Falletti Adolfo, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . . . » 29,66 »
248. Molinari Tullio . . . . » 29,66 »
249. Martini Tiziano . . . . » 29,49 »
250. Frarricciardi Antonio . . . . » 29,35 »
251. Valentino Domenico A. . . . . » 29 — »
252. Spadaccini Carlo . . . . » 28,83 »
253. Faicttì Gastone . . . . . » 28,82 »
254. Cristofaro Giuseppe . » 28,50 »
255. Rezzani Gianpietro, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . » 28,33 »
256. Esposito Elia . . . . . » 28,33 »
257. Bassani Probo . . . . . » 28,18 »
258. Graziano Giancarlo . . . . » 28,08 »
259. Giannuzzi Francesco . . . . » 28,06 »
260. Ghiotti Luciano . . . . » 28 — »
261. Cerchiara Salvatore . . . . » 27,97 »
262. Rosin Roberto . . . . . » 27,74 »

263. Grottola Tommaso . . . . . punti 27,66 su 120
264. Folini Benito . . . . . » 27,50 »
265. Cristini Carlo . . . . . » 27,16 »
266. Corrado Raffaele » 27,04 »
267. Massa Mario, reduce civile dall'internamento, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 » 27 — »
268. Legittimo Antonio, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . » 27 — »
269. Mancuso Giuseppe, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . » 27 — »
270. Lupi Mario . . . . » 27 — »
271. D'Angelo Gabriele . . . » 26,83 »
272. Sbaraini Gabriele . . » 26,66 »
273. Pirina Franceschino . . . » 26,60 »
274. Infantino Ignazio . . » 26,52 »
275. Gambardella Giuseppe . . » 26,16 »
276. Angioni Avelio . . . . . » 26 — »
277. Eberle Giorgio . . . . » 25,86 »
278. Manfredi Paolo . . . . . » 25,70 »
279. Guarnieri Alfredo . . » 25,66 »
280. Martucci Umberto » 25,16 »
281. Montesanti Iole, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . » 25 — »
282. Scarfone Stefano, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . . » 25 — »
283. Daeder Nazario . . . . . » 25 — »
284. D'Aprile Pasquale . . » 24,66 »
285. Marcheluzzo Andrea . . . . » 24,50 »
286. De Nicola Carlo . . . . . » 24,33 »
287. Dalle Italo Pietro . . . » 24,18 »
288. Mazzuca Gaetano . » 24,11 »
289. Ferri Enzo, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 » 24 — »
290. Vescia Francesco P., art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . » 24 — »
291. Importuno Lier Luigi, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . . » 24 — »
292. Babuin Gian Paolo . » 24 — »
293. Parla Giovanni » 23,66 »
294. De Cesare Cesare, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . . » 23 — »
295. Pecorelli Domenico . . . » 23 — »
296. Gandellini Ettore . . . . . » 21,18 »
297. Mori Ferdinando . . . » 21,16 »
298. Agostinelli Gian Batt. . . . » 20,58 »
299. Polito Rosario . » 20,02 »
300. Talarico-Chiodo Giuseppe, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 » 20 — »
301. Crivellari Massimino, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . » 20 — »
302. Cumar Luciano . » 20 — »
303. Nozzolillo Giovanni, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . » 19,50 »
304. Lapomarda Antonio Lorenzo » 19,50 »
305. Fanfoni Mario, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . . » 19,18 »
306. Valentini Franco . . » 19,18 »
307. Chindamo Michele . . . . . » 18,50 »
308. Bonfanti Angelo . . . . . » 18,08 »
309. Alecci Maria . . . . » 17,97 »
310. Russo Rosa . . . » 17,35 »
311. Colucci Stefano . . » 16,33 »
312. Congiu Luigi, ex combattente . » 16 — »
313. Vita Ruffino » 15,83 »
314. Piterà Francesco, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . » 15,50 »
315. Scotece Mario, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . . » 15,50 »
316. Galia Giuseppe Maria . . . » 15,50 »
317. Troisi Carmine . . . . » 15,30 »
318. Di Giuseppe Ciro . . . . . » 15,16 »
319. Parisi Michele . . . . » 15,01 »
320. Buoninconti Matteo . » 14,60 »
321. Giorgetti Tino, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . . . » 14,16 »
322. Alleva Giovanni . » 14,16 »
323. Petrelli Flavio Tito, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . . . . » 14 — »
324. Gambarotta Emilio, ... » 14 — »
325. Massaccesi Alberto . . . . . » 13,43 »
326. Migliorati Sante, invalido civile, articolo 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 punti 12,66 su 120
327. Arcuri Domenico . . . . . » 12,66 »
328. Tricarico Giovanni . . . . . . » 12,50 »
329. Colomb Camillo . . . . . » 12,16 »
330. Lisi Fernando, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . . . . . » 12 — »
331. Toto Fernando . . . . . . » 12 — »
332. Mancini Vincenzo . . . . . » 10 — »
333. Tripodi Vincenzo . . . . . » 9,66 »
334. Sirena Giovanni M. . . . . » 8,93 »
335. Innamorato Eliseo . . . . . . » 7,45 »
336. Modena Luigi . . . . » 7,16 »
337. Mengarelli Ferruccio . . . . » 6,52 »
338. Salerno Domenico . . . . . » 6,50 »
339. Piscopo Giuseppe . . . . . » 5,16 »
340. Priolo Vincenzo . . . . . » 3,83 »
341. Lovisa Salvino, art. 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 . . . . . » 2,33 »
342. Fiorina Roberto . . . . . » 2,33 »
343. Iovine Emanuele . . . . . » 2,22 »
344. Mocchi Giovanni . . . . . » 2,18 »
345. Arsillo Alfredo . . . . . » 2 — »
346. La Guidara Antonino . . . . » 1,39 »
347. Galatti Filippo . . . . . . » 0,83 »
348. Bianchera Domenico, invalido di guerra . . . . » 0,68 »
349. Carcelli Enzo, orfano di guerra, articolo 15, legge 8 giugno 1962, n. 604 » 0,66 »
350. Taccari Giuseppe . . . . . » 0,66 »
351. Vari Vito . . . . » 0,53 »
352. Giarratana Salvatore . . . . » 0,50 »
353. Jacquemod Felice . . . . . . » 0,33 »

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 20 luglio 1966

p. *Il Ministro*: GASPARI

(6053)

Graduatoria dei candidati al concorso al posto di segretario generale di 1ª classe vacante nella provincia di Potenza

IL MINISTRO PER L'INTERNO

Visto l'avviso di concorso in data 31 gennaio 1966, per il conferimento del posto di segretario generale di 1ª classe vacante nella provincia di Potenza;

Visto il decreto ministeriale in data 2 luglio 1966, con il quale è stata costituita la Commissione giudicatrice di detto concorso;

Vista la graduatoria di merito formata dalla Commissione stessa e riconosciuta la regolarità del procedimento del concorso;

Viste le leggi 8 giugno 1962, n. 604; 9 agosto 1954, n. 748 e 27 giugno 1942, n. 851;

Decreta:

E' approvata la graduatoria dei candidati al concorso al posto di segretario generale di 1ª classe vacante nella provincia di Potenza nell'ordine appresso indicato:

1. Menduni dott. Attilio . . . . punti 88,86 su 132
2. Montanaro dott. Pierino . . . » 85,81 »
3. Bonasia dott. Michele . . . . » 83,50 »
4. Eydoux dott. Ermanno . . . . » 80,50 »
5. Schinco dott. Emilio . . . . » 76,09 »
6. Gaggeri dott. Ernesto . . . . » 75,50 »
7. Coiro dott. Giovanni . . . . » 71,72 »
8. Samperi dott. Salvatore . . . » 67,22 »
9. Zito dott. Francesco . . . . » 67,04 »
10. Vietto dott. Giovanni . . . . » 62,72 »
11. Di Pietrantonio Saverio . . . » 59,50 »

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 12 giugno 1966

p. *Il Ministro*: GASPARI

(6100)

MINISTERO DELLL FINANZE

Graduatoria generale del concorso per esami per l'ammissione di quarantacinque allievi all'Accademia della guardia di finanza per l'anno accademico 1965-66.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto il decreto ministeriale 6 marzo 1965, registrato alla Corte dei conti addì 10 aprile 1965, registro n. 12 Finanze, foglio n. 332, con il quale è stato indetto, per l'anno accademico 1965-66, un concorso per esami per l'ammissione di quarantacinque allievi all'Accademia della guardia di finanza;

Visto il decreto interministeriale 10 maggio 1965, concernente la nomina della Commissione giudicatrice incaricata di procedere agli esami del concorso;

Visti gli atti delle Sottocommissioni previste dall'art. 11, lettere *a*), *b*) e *c*) del suddetto decreto ministeriale 6 marzo 1965;

Visti i risultati degli esami dei concorrenti provenienti dai giovani diplomati e la relativa graduatoria formata dalla Sottocommissione per la valutazione delle prove d'esame;

Accertata l'osservanza del disposto dell'ultimo comma dell'articolo 11 del ripetuto decreto ministeriale 6 marzo 1965 e riconosciuta la regolarità procedurale degli esami;

Considerato che il candidato Proietti Massimo, compreso nella suddetta graduatoria, deve essere ritenuto rinunciatario al concorso perchè non si è presentato alla visita medica di controllo, prevista alla lettera *d*) dell'art. 15 del succitato decreto ministeriale 6 marzo 1965;

Visto il decreto ministeriale 8 novembre 1965 che approva la graduatoria di merito formata dalla Sottocommissione per la valutazione delle prove d'esame per l'ammissione di 15 sottufficiali in servizio permanente o in rafferma nel Corpo dell'Accademia della guardia di finanza;

Visto l'articolo 1, n. 2, lettera *b*), ultimo capoverso, del decreto legislativo luogotenenziale 22 marzo 1945, n. 165;

Decreta:

Art. 1.

E' approvata la seguente graduatoria di merito dei candidati, provenienti dai giovani diplomati, al concorso suindicato:

N.	Candidato		Punti
1.	Giovannola Vincenzo	punti	15,20
2.	Cerceo Vincenzo	»	15,00
3.	Leonelli Ugo	»	13,80
4.	Esposito Edoardo	»	13,80
5.	Finamore Renzo	»	13,80
6.	Troise Julius	»	13,60
7.	Caracciolo Francesco	»	13,60
8.	Querci Giuliano	»	13,60
9.	Bassi Vincenzo	»	13,60
10.	Nicolaci Giacomo	»	13,60
11.	Marchetti Ugo	»	13,40
12.	Venturini Gianfranco	»	13,40
13.	Navarra Maurizio	»	13,40
14.	Quaranta Giuseppe	»	13,40
15.	Pisanelli Alberto	»	13,40
16.	Fanales Filippo	»	13,20
17.	Umana Salvatore	»	13,00
18.	Salvati Gian Augusto	»	13,00
19.	Di Paolo Nino	»	13,00
20.	Zennaro Mario	»	12,80
21.	Azzano Francesco	»	12,80
22.	Sorrentino Francesco	»	12,80
23.	Ferragina Fabrizio	»	12,80
24.	Gaeta Gaetano	»	12,60
25.	Buffone Carmine	»	12,60
26.	Abate Manlio	»	12,60
27.	Conenna Nicola	»	12,60
28.	Giaquinto Sebastiano	»	12,60
29.	Manzo Gennaro	»	12,60
30.	Aleo Cosimo	»	12,60
31.	Bizzarri Mauro	»	12,40
32.	Porretti Melchiorre	»	12,40
33.	Gervasio Sabino	»	12,40
34.	Sassara Franco	»	12,20
35.	Polella Francesco	»	12,20
36.	Spina Fernando	»	12,20
37.	Fossile Silvio	»	12,20
38.	Aloi Carmelo	»	12,20
39.	Betti Ivano	»	12,20
40.	Frassanito Antonio	»	12,00
41.	Epifani Antonio	punti	12,00
42.	Salodini Gianfranco	»	12,00
43.	Petri Silvano	»	11,80
44.	Lami Giulio	»	11,80
45.	Biamonti Andrea	»	11,80
46.	Cionti Ciro	»	11,60
47.	Pirina Pietro	»	11,60
48.	Ciotti Angelo	»	11,60
49.	Vanni Renzo	»	11,60
50.	Barone Armando	»	11,60
51.	Taglia Enrico	»	11,60
52.	Marrone Ignazio	»	11,40
53.	Simone Roberti Carmine	»	11,40
54.	Di Francia Antonino	»	11,40
55.	De Nittis Biagio	»	11,40
56.	Enne Rino	»	11,40
57.	Flandin Antonio	»	11,40
58.	Dibenedetto Luigi	»	11,40
59.	Del Vecchio Serafino	»	11,20
60.	Ferraro Vincenzo	»	11,20

Art. 2.

I seguenti candidati sono dichiarati vincitori del concorso suddetto nell'ordine appresso indicato:

1. Giovannola Vincenzo
2. Cerceo Vincenzo
3. Leonelli Ugo
4. Esposito Edoardo
5. Finamore Renzo
6. Troise Julius
7. Caracciolo Francesco
8. Querci Giuliano
9. Bassi Vincenzo
10. Nicolaci Giacomo
11. Marchetti Ugo
12. Venturini Gianfranco
13. Navarra Maurizio
14. Quaranta Giuseppe
15. Pisanelli Alberto
16. Fanales Filippo
17. Umana Salvatore
18. Salvati Gian Augusto
19. Di Paolo Nino
20. Zennaro Mario
21. Azzano Francesco
22. Sorrentino Francesco
23. Ferragina Fabrizio
24. Gaeta Gaetano
25. Buffone Carmine
26. Abate Manlio
27. Conenna Nicola
28. Giaquinto Sebastiano
29. Manzo Gennaro
30. Aleo Cosimo

Art. 3.

I seguenti candidati sono dichiarati idonei nel concorso suddetto nell'ordine seguente:

1. Bizzarri Mauro
2. Porretti Melchiorre
3. Gervasio Sabino
4. Sassara Franco
5. Polella Francesco
6. Spina Fernando
7. Fossile Silvio
8. Aloi Carmelo
9. Betti Ivano
10. Frassanito Antonio
11. Epifani Antonio
12. Salodini Gianfranco
13. Petri Silvano
14. Lami Giulio
15. Biamonti Andrea
16. Cionti Ciro
17. Pirina Pietro
18. Ciotti Angelo
19. Vanni Renzo
20. Barone Armando
21. Taglia Enrico
22. Marrone Ignazio
23. Simone Roberti Carmine
24. Di Francia Antonino
25. De Nittis Biagio
26. Enne Rino
27. Flandin Antonio
28. Dibenedetto Luigi
29. Del Vecchio Serafino
30. Ferraro Vincenzo

Art. 4.

Oltre ai candidati dichiarati vincitori del concorso, sono ammessi al corso allievi dell'Accademia della guardia di finanza per effetto dell'art. 1, n. 2, lettera *b*), ultimo capoverso, del decreto legislativo luogotenenziale 22 marzo 1945, n. 165, i seguenti 11 candidati:

1. Bizzarri Mauro
2. Porretti Melchiorre
3. Gervasio Sabino
4. Sassara Franco
5. Polella Francesco
6. Spina Fernando
7. Fossile Silvio
8. Aloi Carmelo
9. Betti Ivano
10. Frassanito Antonio
11. Epifani Antonio

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 9 novembre 1965

Il Ministro: TREMELLONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 2 *luglio* 1966
Registro n. 24 *Finanze, foglio n.* 79

(6129)

MINISTERO DELLE POSTE E DELLE TELECOMUNICAZIONI

Concorso nazionale, tra artisti italiani, per l'ideazione e l'esecuzione di opere artistiche da eseguirsi nell'interno della nuova sede della Direzione provinciale P. T.

IL MINISTRO
PER LE POSTE E LE TELECOMUNICAZIONI

Visto il regio decreto-legge 23 aprile 1925, n. 520, sull'ordinamento dell'Amministrazione postale e telegrafica, convertito nella legge 21 marzo 1926, n. 597;

Visto il regio decreto 18 novembre 1923, n. 2440, contenente le disposizioni sull'amministrazione del patrimonio e sulla contabilità generale dello Stato, e successive modificazioni;

Visto il regio decreto 23 maggio 1924, n. 827, che approva il regolamento per l'amministrazione del patrimonio e per la contabilità generale dello Stato, e successive modificazioni;

Vista la legge 29 luglio 1949, n. 585, che abroga i regi decreti-legge 7 agosto 1925, n. 1574 e 30 dicembre 1926, n. 2243, e successive integrazioni e modificazioni, relativi alla progettazione e costruzione di edifici postali, telegrafici e di case economiche per i funzionari ed agenti della Amministrazione P. T.;

Viste le leggi 29 luglio 1949, n. 717 e 30 marzo 1960, n. 237;

Visto il decreto ministeriale 13 marzo 1961, con il quale è stato approvato il progetto per la costruzione della nuova sede della Direzione provinciale P. T. di Modena, per l'importo di L. 387.520.000, di cui L. 2.000.000 per la esecuzione di opere d'arte;

Visto il decreto ministeriale del 5 aprile 1965, con il quale è stata approvata la perizia suppletiva e di variata distribuzione di spesa relativa alla costruzione predetta che prevede un ulteriore stanziamento di L. 4.000.000 per le opere d'arte, per cui la spesa complessiva risulta elevata a L. 6.000.000;

Visto il bando di concorso;

Decreta:

Art. 1.

E' approvato il bando di concorso nazionale, tra artisti italiani, per la ideazione e la esecuzione di opere artistiche nella nuova sede della Direzione provinciale P. T. di Modena.

Art. 2.

Il presente decreto, con l'allegato bando, sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 4 maggio 1966

Il Ministro: SPAGNOLLI

BANDO DI CONCORSO

Art. 1.

Il Ministro per le poste e le telecomunicazioni, ai sensi della legge 29 luglio 1949, n. 717, modificata con la legge 3 marzo 1960, n. 237, bandisce un concorso pubblico tra gli artisti italiani per la esecuzione di decorazioni figurative nell'interno della nuova sede della Direzione provinciale P. T. di Modena.

Al concorso potranno partecipare tutti gli artisti in possesso della cittadinanza italiana.

Art. 2.

Le composizioni figurative, che dovranno essere ambientate nella città di Modena dei vari tempi storici, potranno essere eseguite in pittura o in scultura, lasciando libera scelta agli artisti circa la tecnica di esecuzione; per la pittura: affresco, incausto, tempera grassa od altra pittura consistente; per la scultura: stucco o conglomerato prefabbricato o modellato in opera, patinato o dipinto, legno scolpito e tinto, terracotta a smalti vetrosi, ecc. Le sculture dovranno essere, comunque, rese con rilievo marcato e trattate con patine d'antiquariato.

Art. 3.
Descrizione delle opere d'arte

Le opere d'arte dovranno essere eseguite in tre sale diverse e in ciascuna sala su due pareti poligonali contrapposte.

Le composizioni saranno ispirate ai seguenti temi:

Sala 1ª (Sala corrispondenza):

Prima parete: Messaggeri, corrieri e colombaioli in movimento di traffico nel periodo precedente il risorgente « Comune modenese » (anno 1000);

Seconda parete: Traffico di corrieri e messaggeri postali nel dominio modenese della Contessa Matilde di Canossa (1046-1115).

Sala 2ª (Sala del casellario abbonati, accettazione telegrafica e scrittura):

Prima parete: Traffico postale nella capitale del Ducato Estense (anno 1452); movimento di diligenze, corrieri, messaggeri, colombi viaggiatori;

Seconda parete: Stesso traffico alla fine del Ducato (1780-1796).

Sala 3ª (Sala banco posta):

Prima parete: Traffico dei valori postali nel periodo delle Repubbliche Cispadana (1796) e Cisalpina (1797) e del Regno Italico (1805); diligenze con scorte armate; carico e scarico di forzieri sotto vigilanza di armati; operazioni di pagamento e riscossioni;

Seconda parete: Stesso traffico sotto il Regno d'Italia fra il 1860 e il 1870.

Art. 4.

Il compenso per la decorazione di ciascuna sala è di L. 2.000.000 (lire duemilioni).

Tenuto conto della entità del predetto compenso, le composizioni artistiche potranno essere costituite da alcune figure che illustrano i temi accennati, mentre la restante parte della parete potrà essere compita con semplice fondo tonale, oppure con largo motivo paesaggistico od ambientale.

Art. 5.

I bozzetti dovranno essere eseguiti nel rapporto almeno di 1:5 e dovranno essere corredati da un particolare al vero di una figura (resa anche a tratto).

I predetti elaborati non dovranno essere firmati, ma solamente contrassegnati da un motto.

Unitamente al bozzetto, in piego separato — contraddistinto dallo stesso motto — dovrà essere presentata una dichiarazione, in bollo da L. 400, in cui il concorrente, oltre alle proprie generalità ed indirizzo, dovrà dichiarare di avere preso visione delle condizioni contenute nella lettera d'impegno di cui al successivo art. 11 e che il compenso per la esecuzione delle opere indicate nel presente articolo viene considerato a tutti gli effetti remunerativo di tutti gli oneri e condizioni specificate nella citata lettera d'impegno.

Nel piego stesso dovrà inoltre essere compreso un elenco delle eventuali opere d'arte già realizzate; possibilmente corredato da qualche fotografia, da eventuali titoli accademici, attestazioni di partecipazioni a mostre, ecc. ecc.

Ciascun bozzetto, oltre al motto dovrà portare la seguente indicazione generale: « Concorso per le opere d'arte nella nuova sede della Direzione provinciale P. T. di Modena », e la chiara indicazione (secondo la elencazione di cui al presente articolo) del numero d'ordine dell'opera e della parete cui il bozzetto si riferisce.

Art. 6.

Ogni artista dovrà concorrere per la decorazione delle due pareti per ogni sala e per ciascuna di dette pareti dovrà presentare i bozzetti e i particolari come specificato al precedente art. 5.

La Commissione si riserva peraltro la facoltà di affidare l'esecuzione di una stessa sala a due distinti artisti: in tal caso il compenso previsto sarà diviso in due parti uguali.

Art. 7.

Gli elaborati dovranno pervenire a cura dei concorrenti, al Ministero delle poste e delle telecomunicazioni - Direzione centrale lavori ed impianti tecnologici, viale Aventino, 19, Roma, entro e non oltre le ore 12 del sessantesimo giorno dalla pubblicazione del presente bando nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Il termine non sarà prorogabile.

Gli elaborati che dovessero pervenire all'indirizzo suddetto dopo trascorso il termine sopra indicato, non saranno presi in esame, ma trattenuti a disposizione degli autori fino a trenta giorni dalla data di chiusura del concorso.

Decorso detto termine, il Ministero non risponderà degli elaborati non ritirati.

Art. 8.

Gli elaborati verranno esaminati e giudicati da una Commissione che sarà formata secondo le vigenti disposizioni della legge 29 luglio 1949, n. 717, modificata dalla legge 3 marzo 1960, n. 237.

Art. 9.

La Commissione giudicatrice sceglierà gli artisti ai quali affidare l'esecuzione delle opere secondo criteri di giudizio che saranno fondati sull'esame comparativo degli elementi estetici ed artistici dei singoli bozzetti.

Gli artisti presentatori dei bozzetti vincitori si dovranno intendere compensati con l'affidamento dell'esecuzione dell'opera.

Ad essi verrà corrisposto con le modalità di pagamento indicare nello schema di lettera d'impegno che potrà essere richiesto secondo le indicazioni di cui al successivo art. 11, il compenso sopra specificato.

Detto compenso s'intende comprensivo di tutti gli oneri inerenti alla realizzazione dell'opera, fatta eccezione dei ponteggi ed assistenza muraria, che saranno a carico dell'Amministrazione P. T.

Nessun compenso verrà corrisposto, e per nessun motivo, agli artisti presentatori dei bozzetti non vincitori.

Qualora, ad insindacabile giudizio della Commissione, nessuno dei bozzetti presentati per una o più opere, sia ritenuto meritevole di realizzazione, l'Amministrazione si riserva la facoltà più ampia di provvedere a questo mediante ulteriore concorso da bandire eventualmente anche per la esecuzione di opere diverse da quelle del presente bando.

L'esito del concorso verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Art. 10.

I bozzetti rimarranno di proprietà dei rispettivi autori e dovranno essere ritirati entro il termine di trenta giorni dalla pubblicazione dell'esito del concorso.

Art. 11.

I' vincitori del concorso dovranno presentare entro trenta giorni dalla pubblicazione dell'esito del concorso, il certificato di cittadinanza italiana ad attestazione del requisito richiesto dall'art. 1 del presente bando.

Ad essi verrà affidato l'incarico della esecuzione delle opere sulla base delle condizioni indicate in uno schema di lettera d'impegno di cui potrà essere richiesta copia al Ministero delle poste e delle telecomunicazioni - Direzione centrale lavori ed impianti tecnologici, viale Aventino n. 19, Roma, direttamente o a mezzo di incaricato.

A richiesta, detta Direzione centrale invierà a mezzo raccomandata lo schema di cui sopra.

Presso la stessa Direzione centrale potranno essere assunte tutte le informazioni o precisazioni ritenute utili e si potranno altresì richiedere copie dei disegni (piante, prospetti e sezioni) relativi agli ambienti nei quali le opere dovranno essere realizzate.

Art. 12.

La partecipazione al concorso impone l'accettazione incondizionata da parte dei concorrenti di tutte le condizioni stabilite nel presente bando che verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(6102)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI CATANZARO

Graduatoria generale del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Catanzaro

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 7214 del 10 settembre 1965, con il quale è stato bandito pubblico concorso per titoli ed esami, per il conferimento dei posti di medico condotto vacanti nella provincia di Catanzaro;

Visto il proprio decreto n. 3074 del 2 aprile 1966, riguardante la costituzione della Commissione giudicatrice;

Visti i verbali della Commissione ed accertatane la regolarità;

Visto l'art. 69 del testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265, nonchè gli articoli 23 e 25 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria di merito dei candidati dichiarati idonei nel concorso di cui in premessa:

1. Talarico Michele . . . . punti 59,333
2. Crupi Domenico . . . . » 59,101
3. Valente Vincenzo . . . . » 59,012
4. Talarico Giovanni . . . . » 58,287
5. Caroleo Saverio . . . . » 58,036
6. Maione Geltrude . . . . » 57,808
7. Rizzo Felice Carmelo . . . . . . » 57,576
8. Migliaccio Giuseppe . . . . » 57,179
9. D'Amico Nicolino . . . . » 56,762
10. Giovinazzi Giuseppe . . . . » 56,545
11. La Rocca Domenico . . . . » 56,370
12. Mascaro Olinto . . . . » 54,770
13. Castagna Gaetano . . . . » 54,235
14. Borelli Romano . . . . » 53,025
15. Armogida Andrea Enrico . . . . . » 53,000
16. Chiaravallotti Vincenzo . . . . . » 52,525
17. Ciriaco Giuseppe . . . . » 52,412
18. Caserta Rocco . . . . » 52,000
19. Russo Pasquale . . . . » 51,975
20. Giannotta Wladimiro . . . . » 51,787
21. Colloca Fortunato . . . . » 50,950
22. Spadaro Francesco . . . . » 48,795
23. Cardona Angelo . . . . » 48,566
24. Mamone Edda Anna Maria . . . . . » 48,387
25. Teti Salvatore . . . . » 47,625
26. Sorrenti Pietro . . . . » 47,338
27. Mauro Sandro Francesco . . . . . » 46,597
28. Arcella Francesco . . . . » 46,500
29. Caiazza Francesco . . . . » 46,000
30. Sacco Federico . . . . » 45,903
31. Picone Luigi . . . . » 42,822

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio di questo ufficio.

Catanzaro, addì 20 luglio 1966

Il medico provinciale: GIUTTARI

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 6085 in data 20 luglio 1966, con il quale è stata approvata la graduatoria dei candidati risultati idonei al pubblico concorso per titoli ed esami a posti di medico condotto vacanti in provincia di Catanzaro;

Esaminate le domande dei concorrenti idonei e tenuta presente l'indicazione delle sedi per le quali, secondo l'ordine di preferenza, ciascuno di essi ha dichiarato di concorrere;

Visti l'art. 69 del testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265, e l'art. 55 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

I sottoelencati candidati, compresi nella graduatoria del concorso di cui in premessa, sono dichiarati vincitori della condotta medica a fianco di ciascuno indicata:

1) Talarico Michele: Mileto (Capoluogo e frazione Calabrò);
2) Crupi Domenico: Acquaro (2a condotta);
3) Valente Vincenzo: Mileto (2a condotta);
4) Talarico Giovanni: Carlopoli (frazione Castagna);
5) Caroleo Saverio: Settingiano;
6) Maione Geltrude: Santa Eufemia Lametia;
7) Rizzo Felice Carmelo: Miglierina;
8) Migliaccio Giuseppe: Scandale;
9) D'Amico Nicolino: Conflenti (2a condotta);
10) Giovinazzi Giuseppe: Gagliato;
11) Mascaro Olinto: Sant'Andrea Apostolo (2a condotta);
12) Castagna Gaetano: Rombiolo (frazione Pernocari e Persinaci);
13) Borelli Romano: Simbario;

14) Armogida Andrea Enrico Cenadi;
15) Chiaravalloti Vincenzo: Ricadi (frazione Santa Domenica);
16) Ciriaco Giuseppe: Motta Santa Lucia.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio di quest'Ufficio della Prefettura di Catanzaro e dei Comuni interessati.

Catanzaro, addì 21 luglio 1966

Il medico provinciale: GIUTTARI

(6133)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI PARMA

Graduatoria generale del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Parma

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 1015 in data 10 aprile 1965, con il quale è stato bandito pubblico concorso per titoli ed esami a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Parma al 30 novembre 1964;

Visto il successivo decreto n. 2240 in data 28 giugno 1965, con il quale, a parziale modifica del bando di concorso di cui sopra, veniva stralciato dal bando stesso e per motivi di cui all'atto citato, la condotta medica del comune di Bardi;

Visti i verbali resi dalla Commissione giudicatrice del concorso di cui in narrativa e la graduatoria dei candidati;

Riconosciuta la regolarità delle operazioni compiute dalla predetta Commissione;

Visto l'art. 12 del decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854, nonchè l'art. 55 del regolamento dei concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Vista la legge 23 ottobre 1963, n. 2211;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

E' approvata la graduatoria dei candidati idonei partecipanti al concorso di cui in premessa e così formulata dalla Commissione giudicatrice:

1. Lannuti Ferdinando . . . . . . punti 62,170
2. Calisi Alessandro . . . . » 56,254
3. Ceresini Emilio . . . . » 49,405
4. Aiello Gianfranco . . . . » 49,290
5. Marvasi Tommaso . . . . » 48,802
6. Truncali Michele . . . . » 47,549
7. Gandi Gianfranco . . . . » 45,626
8. Raballo Giancarlo . . » 43,500

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, agli albi pretori della Prefettura, del medico provinciale e dei Comuni interessati.

Parma, addì 18 luglio 1966

Il medico provinciale: LOPES

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 1015 del 10 aprile 1965, con il quale è stato bandito pubblico concorso per titoli ed esami a posti di medico condotto vacanti in provincia di Parma al 30 novembre 1964;

Visto il proprio decreto pari numero e data con il quale è stata approvata la graduatoria dei candidati idonei partecipanti al concorso predetto;

Esaminate le domande prodotte dai concorrenti con le indicazioni delle sedi per le quali hanno concorso in ordine di preferenza;

Visto l'art. 12 del decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854, nonchè l'art. 55 del regolamento dei concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 23 ottobre 1963, n. 2211;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

Sono dichiarati vincitori del concorso per le condotte a fianco di ciascuno indicate, i seguenti candidati:

1) Lannuti Ferdinando: Fidenza (2ª condotta);
2) Calisi Alessandro: Busseto (3ª condotta);
3) Aiello Gianfranco: Compiano;
4) Marvasi Tommaso: Bedonio (2ª condotta);
5) Truncali Michele: Monchio delle Corti.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura, del Medico provinciale e dei Comuni interessati.

Parma, addì 18 luglio 1966

Il medico provinciale: LOPES

(6132)

UFFICIO VETERINARIO PROVINCIALE DI FORLI'

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Forlì.

IL VETERINARIO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 1.8.3/534 in data 15 febbraio 1966, con cui venne bandito il concorso a due posti di veterinario condotto vacanti in provincia di Forlì al 30 novembre 1965;

Ritenuto necessario procedere alla nomina della Commissione giudicatrice del concorso medesimo;

Viste le note: n. 300.XIII.II.32.C/10564 del 14 maggio 1966 del Ministero della sanità e n. 2317/III del 31 maggio 1966 della prefettura di Forlì;

Viste le designazioni dei Comuni interessati, nonchè quella dell'Ordine dei veterinari;

Visto l'art. 47 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, modificato dall'art. 10 del decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 853 e dall'art. 10 del decreto del Presidente della Repubblica 23 ottobre 1963, n. 2211;

Visto l'art. 69 del testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265, sostituito dall'art. 12 del decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854;

Vistala legge 11 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso a due posti di veterinario condotto vacanti in Provincia al 30 novembre 1965 è costituita come appresso:

Presidente:

Senise Vittorio, direttore di divisione della carriera direttiva amministratva del Ministero della sanità.

Componenti:

Gravina dott. Giovanni, direttore di sezione dell'Amministrazione civile dell'interno;

Zanni dott. Clementino, veterinario provinciale superiore;

Messieri prof. Albino, docente di ruolo in clinica medica veterinaria;

Montroni prof. Luigi, docente di ruolo in patologia generale e anatomia patologica veterinaria;

Guiducci dott. Ugo, veterinario comunale.

Segretario:

Grimaldi dott. Nicola, consigliere di 3ª classe della carriera direttiva amministrativa del Ministero della sanità.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Le prove di esame si svolgeranno presso la Facoltà di medicina veterinaria dell'Università di Bologna.

Il presente decreto sarà pubblicato, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e dell'Ufficio veterinario provinciale di Forlì, nonchè a quello dei Comuni interessati.

Forlì, addì 18 luglio 1966

Il veterinario provinciale: CANCELLIERI

(6031)

REGIONI

REGIONE FRIULI-VENEZIA GIULIA

LEGGE REGIONALE 19 luglio 1966, n. **15.**

Provvidenze per l'assistenza scolastica in favore degli alunni della scuola materna e della scuola dell'obbligo e degli studenti degli Istituti professionali e delle scuole medie di II grado - Modificazioni ed integrazioni della legge regionale 6 settembre 1965, n. 19.

(*Pubblicata nel* Bollettino Ufficiale *della Regione Friuli-Venezia Giulia n.* 19 *del* 22 *luglio* 1966)

IL CONSIGLIO REGIONALE

HA APPROVATO

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA REGIONALE

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il titolo del Capo I della legge regionale 6 settembre 1965, n. 19, è sostituito dal seguente « Provvidenze a favore degli alunni della scuola dell'obbligo e della scuola materna ».

Art. 2.

Gli articoli 1, 5, 6, 7, 10 ed 11 della legge regionale 6 settembre 1965, n. 19, sono sostituiti dai seguenti:

Art. 1. — Allo scopo di concorrere all'eliminazione degli ostacoli di ordine economico che di fatto limitano la frequenza della scuola dell'obbligo e della scuola materna, l'Amministrazione regionale, fino a quando lo Stato non vi provvederà integralmente, è autorizzata a concedere ai Comuni contributi sulle spese facoltative che essi sostengono a favore degli alunni bisognosi per libri di testo e mezzi di trasporto.

Art. 5. — Possono ottenere l'assegno di studio gli studenti i quali:

a) siano iscritti ad Istituti professionali o scuole medie di secondo grado, statali, pareggiate, legalmente riconosciute od autorizzate;

b) appartengano a famiglie il cui reddito lordo accertato ai fini dell'applicazione dell'imposta di famiglia non sia superiore a lire 1.200.000, aumentato di lire 100.000 per ogni componente, escluso il capo famiglia;

c) abbiano conseguito la promozione per scrutinio od esami in unica sessione.

Art. 6. — L'assegno di studio è di annue lire venticinquemila per gli iscritti agli Istituti professionali e di lire trentamila per gli iscritti alle altre scuole medie di II grado.

Art. 7. — Il contributo per spese di viaggio è di lire 5 giornaliere per chilometro di percorrenza.

Esso può essere concesso a coloro che abbiano conseguito la promozione e frequentino scuole fuori dalla località di residenza, quando in questa non vi siano scuole dello stesso tipo e grado.

Il contributo va calcolato sulla base della minore distanza fra quella dalla località di residenza alla scuola frequentata e quella dalla stessa località alla più vicina scuola dello stesso tipo e grado.

Il contributo è dovuto per complessive 150 giornate per ogni anno scolastico e va corrisposto in due rate posticipate, rispettivamente, per il periodo fino al 15 febbraio e per il periodo successivo, previa presentazione di un certificato, rilasciato dal preside della scuola, dal quale risultino le giornate di assenza dello studente.

Il rateo di contributo può essere ridotto alla metà od anche essere escluso, quando, nel periodo cui esso si riferisce, le assenze siano state più di 30 o, rispettivamente, più di 60.

Art. 10. — Entro il 15 novembre la Giunta regionale, su proposta dell'Assessore regionale all'istruzione e alle attività culturali, determina per ciascun Comune il numero degli studenti da ammettere ai benefici previsti dal presente capo, dando preferenza a coloro che frequentano Istituti professionali, ed approva il piano di riparto dei fondi disponibili.

Art. 11. — Dopo l'approvazione del piano di riparto, con decreto del Presidente della Giunta regionale o, per sua delega, dell'Assessore alle finanze, verrà disposto il versamento a ciascun Comune delle somme occorrenti per il pagamento degli assegni di studio e dei contributi per spese di viaggio a favore degli studenti beneficiari.

Art. 3.

Il primo comma dell'articolo 3 della legge regionale 6 settembre 1965, n. 19, è modificato come segue: « La Giunta regionale approva il piano di riparto dei fondi disponibili, su proposta dell'Assessore regionale all'istruzione e alle attività culturali, determinando il contributo da erogare entro il limite del 60 per cento della spesa impegnata dal Comune ».

All'articolo 8 della medesima legge è aggiunto il seguente periodo: « Tuttavia, la cumulabilità è ammessa fra l'assegno di studio e le integrazioni di tale assegno, che il Comune dovesse disporre ».

Art. 4.

E' abrogato il secondo comma dell'articolo 4 della legge regionale 6 settembre 1965, n. 19.

Art. 5.

Nell'articolo 9, primo comma, della legge regionale 6 settembre 1965, n. 19, la data del « 15 settembre » è sostituita dalla data del « 30 settembre ».

Nel secondo comma dello stesso articolo, la data del « 1° ottobre » è sostituita dalla data del « 15 ottobre ».

Art. 6.

Nell'articolo 2, primo comma, della legge regionale 6 settembre 1965, n. 19, la locuzione « del preventivo di spesa » è sostituita dalla locuzione « dal preventivo di spesa ».

Art. 7.

Per l'anno scolastico 1965-1966, nulla è innovato alle disposizioni della legge regionale 6 settembre 1965, n. 19.

Art. 8.

La denominazione del capitolo 193 dello stato di previsione della spesa del bilancio regionale per l'esercizio finanziario 1966 è modificata come segue: « Contributi ai Comuni per provvidenze a favore degli alunni bisognosi delle scuole dell'obbligo e materne (articolo 1 legge regionale 6 settembre 1965, n. 19, e successive modificazioni) ».

Lo stanziamento di detto capitolo è elevato di lire 140 milioni, da provvedersi mediante storno dell'importo di lire 40 milioni dal capitolo 194 dello stesso stato di previsione e mediante prelevamento di lire 100 milioni dall'apposito fondo speciale iscritto al capitolo 498 dello stato di previsione della spesa del bilancio regionale per l'esercizio finanziario 1966 (rubrica n. 6 dell'allegato 4 al bilancio medesimo).

Nello stato di previsione della spesa del bilancio regionale per l'esercizio finanziario 1966 è istituito il capitolo 197 con la denominazione: « Assegni di studio e contributi per spese di viaggio a favore degli studenti degli Istituti professionali e delle scuole medie di II grado (articolo 4 legge regionale 6 settembre 1965, n. 19, e successive modificazioni) » e con lo stanziamento di lire 360 milioni. A favore di detto capitolo si provvede mediante storno dell'importo di lire 110 milioni dal capitolo 194 e dell'importo di lire 250 milioni dal capitolo 195 dello stesso stato di previsione.

I precitati capitoli 194 e 195 sono soppressi.

La presente legge regionale sarà pubblicata nel « Bollettino Ufficiale » della Regione. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della Regione.

Data a Trieste, addì 19 luglio 1966

BERZANTI

(6135)

ANTONIO SESSA, *direttore* ACHILLE DE ROGATIS, *redattore*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.